

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 23 AOÛT 1976
n°235 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

Le bout du tunnel et la faillite du franc

p.2

EDITORIAL

Après les 5 semaines d'interruption dues aux congés, le Quotidien du Peuple reprend, comme nous l'avions indiqué, sa parution régulière dès ce lundi 23 août.

Et dès ce 23 août, ce ne sont pas les problèmes à traiter qui font défaut. Alors que des milliers de travailleurs sont encore pour une semaine en congé, la « rentrée », comme on dit, est déjà presque faite avec son cortège de mauvaises surprises, ses luttes qu'il faut poursuivre ou préparer.

A la radio, le grand problème de l'heure, c'est paraît-il le licenciement qui serait imminent de M. Chirac. Vrai ou faux départ, c'est un nouveau signe de la crise de la bourgeoisie française, ce nouvel épisode ne fait surtout que souligner le désarroi qui ronge la classe dominante. Au-delà même de ces contradictions qui secouent les différents clans de la « majorité » giscardienne, ce qui est démontré chaque jour un peu plus, c'est l'incapacité profonde de la bourgeoisie à maîtriser la situation :

- Incapacité pour faire le moindre prévision économique et enrayer la crise économique : le franc s'est encore dévalué face à la totalité des autres monnaies, démontrant encore une fois la supériorité manifeste de l'économie de l'impérialisme allemand sur l'économie française, et qui dirige en Europe. C'est là le bout du tunnel !

- Incapacité de préserver dans ses relations avec le Tiers-Monde, le masque d'ami des peuples du

Tiers-Monde qui avait été façonné par les prédecesseurs de Giscard. La condamnation explicite de l'impérialisme français, par le sommet de Colombo et les menaces d'embargo prises lors de cette réunion, illustrent ce recul.

- Incapacité surtout de mettre sur pied le moindre consensus social pour tromper les travailleurs. La paix sociale maintes fois réclamée par Giscard-Chirac n'est restée qu'un vœux pieux, y compris pendant ces vacances où des dizaines d'usines sont restées occupées, où les travailleurs de Lip ont mis en lieu sûr leur stock de montres... Quant aux paysans, les conséquences aggravées de la sécheresse, les importations massives de fruits qui entraînent la mévente pour les producteurs du sud-est de la France, entraînent déjà des manifestations qui devraient aller en s'amplifiant.

La rentrée qui s'annonce, s'effectue ainsi avec des preuves multipliées de la faiblesse de la bourgeoisie française, et laisse présager des mauvais coups qu'elle prépare pour essayer de restaurer sa situation : hausses des prix, mesures-flics prises contre les chômeurs, nouvel impôt, mesures de répressions policières. Elle ne saurait impunément développer ces mauvais coups, et la rentrée qu'il s'agit de préparer, c'est une rentrée de lutte, de combat contre la bourgeoisie, en exploitant ses faiblesses.

Dans ce combat, le Quotidien du Peuple tiendra toute sa place.

GUADELOUPE : Un cyclone menace

LES HABITANTS DE BASSE TERRE RUINÉS

Le préfet de la Guadeloupe a placé l'île en état de pré-alerte : un cyclone nommé Emmy se dirige

vers l'île et était attendu pour ce matin. Arrivant à Paris, Stirn a déclaré : « J'observe que les éléments se déchainent sur

la pauvre île de la Guadeloupe ». La misère qui règne en Guadeloupe,

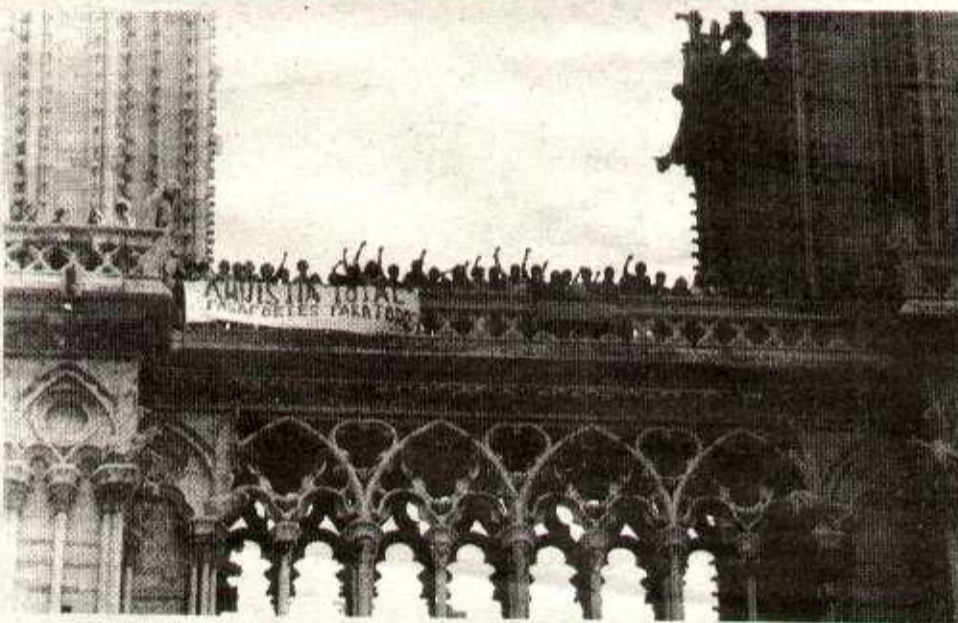
aggravée par les catastrophes naturelles ne s'explique pas par des catastrophes naturelles, mais par la politique coloniale

D'autre part, la Soufrière a redoublé d'activité, une immense colonne de fumée montait du volcan toute la journée d'hier. Cela annonce un regain d'activité qui peut déboucher sur l'explosion du volcan. Depuis maintenant une semaine, 72 000 personnes ont été déplacées de Basse-Terre, où se trouve le volcan, vers Pointe-à-Pitre et Grande-Terre. Une autre menace s'exerce contre la Guadeloupe : le cyclone Emmy pourrait s'abattre ce matin sur l'île.

Basse-Terre était une région très fertile où se trouvaient de nombreuses cultures. Il est sûr qu'il n'en restera quasiment rien après cette catastrophe. Même maintenant, pour une grande partie des Guadeloupéens, la ruine est déjà largement consommée.

A Basse-Terre, il y avait de nombreux colons, békés, car le climat est beaucoup plus doux qu'à Grande-Terre. Ils y avaient des plantations de goyave, de canne à sucre, ou de bananes. Les ouvriers agricoles guadeloupéens qui étaient obligés de travailler dans ces exploitations n'arrivaient à survivre qu'en élevant chez eux du petit bétail, parfois une vache, souvent des cochons, quelques poules et lapins. L'évacuation décidée en catastrophe a fait abandonner sur place tout ce petit bétail, la condition même de la survie de milliers d'ouvriers agricoles et de guadeloupéens.

Notre Dame LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS MANIFESTENT POUR UNE VÉRITABLE AMNISTIE



L'Assemblée des réfugiés espagnols à Paris continue la lutte. Samedi, ils ont manifesté devant le consulat qui refuse de les recevoir. Une quarantaine d'entre eux ont alors occupé les tours de Notre-Dame tandis que les autres, mêlés aux touristes très solidaires, les soutenaient bruyamment. La police de Giscard ne devait les relâcher qu'en fin d'après-midi. A la suite de l'occupation du consulat le samedi précédent, 27 passeports ont été obtenus et une cinquantaine de « permis d'entrer ».

Cette action révèle crûment qu'il n'y a pas d'amnistie véritable en Espagne et que le régime de Juan Carlos prétend limiter au maximum les concessions qui lui ont été arrachées. Seule la lutte l'obligera à ouvrir ses prisons.

A côté du drapeau républicain, la banderole proclame : Amnistie totale ! des passeports pour tous !

photo F. Marull

France-Soir



LES JOURNALISTES CONTRE HERSANT

La grève poursuivie jusqu'à mardi

voir p. 12

SOMMAIRE

- Incendie de forêt sur la côte atlantique p.3
- Coordination hôpitaux en lutte p.4
- Bourgogne Electronique : 3 licenciements a-
- vant les congés p.5
- Vente directe de pêches à Paris p.6
- Liban p.7
- Afrique du Sud. Colombo : les déboires de l'impérialisme français p.8

ÉCONOMIE

la fin de l'optimisme

Un an après le plan de relance, annoncé à grand renfort de publicité par le gouvernement comme devant sortir la France de la crise, la situation économique reste peu brillante.

LA REPRISE EN RADE

Il y a bien eu une « reprise » de la production, engagée dès le mois de septembre 75, mais qui n'a pas permis de récupérer totalement le niveau atteint avant la crise. Surtout, depuis le mois de mars elle ne progresse plus, et les prévisions actuelles sont à une croissance très ralentie dans la plupart des branches.

Le moteur principal de la reprise a été la consommation de biens durables (électro-ménager, automobile) notamment. De nombreux ménages ont réalisé des achats qu'ils avaient retardé. Depuis le mois de février ce phénomène ne joue plus et les stocks se sont à peu près reconstitués.

Les exportations, après une amélioration due essentiellement à la reprise amorcée dans les autres pays, stagnent. La baisse du franc n'a guère d'effet sur la compétitivité des produits français car les exportateurs en profitent pour reconstituer leurs bénéfices en maintenant les prix.

Conséquence logique de cette situation, les entreprises n'investissent pas. Après une pointe constatée à la fin de l'année dernière (pour profiter d'avantages fiscaux exceptionnels), on prévoit que les investissements diminueront en 76 sauf pour les entreprises publiques (EDF, téléphone). Les patrons se montrent méfiants quant à la reprise des ventes, et préfèrent d'abord restaurer leurs profits plutôt que d'acheter de nouveaux équipements, d'autant plus qu'ils disposent encore de capacités de production inemployées.

LA PERSISTANCE DU CHOMAGE

Aussi, malgré une diminution (due à des effets saisonniers), constatée ces derniers mois, le chômage devrait rester très élevé jusqu'à la fin de l'année : le nombre de chômeurs officiellement reconnus dépassera largement le million au mois de septembre, avec l'arrivée des jeunes qui quittent l'école.

Malgré la reprise de la production, il n'y a eu d'embauche que dans les services et dans les industries des biens de consommation. En effet les patrons, du fait de la résistance opposée par les travailleurs, n'avaient pu licencier autant qu'ils l'au-

raient voulu, et avaient dû se contenter de réduire les horaires. Maintenant qu'ils peuvent produire plus, ils en profitent pour augmenter la productivité du travail (elle a battu tous ses records) et revenir aux horaires normaux (le chômage partiel a fortement diminué) en évitant au maximum l'embauche de nouveaux ouvriers. Les investissements prévus visent en général à moderniser les équipements, afin de produire plus avec des effectifs moindres. Ainsi les patrons de la sidérurgie prévoient d'investir près de 15 milliards de francs en 5 ans, sans créer une seule usine, et sans embaucher un seul ouvrier supplémentaire.

PRIX : DES HAUSSES EN PERSPECTIVE

La hausse des prix enregistrée en juin (0,4 % « seulement ») n'est qu'un accident, et tout laisse prévoir une augmentation beaucoup plus rapide d'ici la fin de l'année. Les prix devraient atteindre un niveau supérieur de 11 à 15 % à celui de 1975 (selon l'indice, INSEE ou CGT). Le gouvernement pratique une politique délibérée de liberté des prix, afin de permettre aux patrons de reconstituer leurs marges, qui avaient un peu souffert pendant la crise. D'ores et déjà de nouvelles augmentations sont prévues ou ont eu lieu : pain (+10 % sur la baguette) lait, café, tabac, métro, honoraires médicaux, automobiles, loyers, essence, etc...

UNE SITUATION DIFFICILE

Tout ceci confirme qu'il ne s'agit pas d'une simple crise conjoncturelle, dont la bourgeoisie se sortirait par quelques mesures de soutien à l'économie. La situation est d'ailleurs comparable dans les autres puissances impérialistes, où la reprise de la production qui s'était amorcée à la fin de 1975 marque le pas. Mais des différences très nettes se dessinent entre elles : le Japon, l'Allemagne et surtout les USA s'en tirent dans l'ensemble moins mal que les autres pays, et en profitent pour renforcer leurs positions.

La bourgeoisie française est donc en difficulté pour mettre en œuvre sa politique de crise. Certes les profits se sont améliorés et

les restructurations ont été engagées. Mais elle n'est pas arrivée à atteindre tous ses objectifs, et surtout elle n'a pu aller aussi loin que les bourgeoisies rivales d'Allemagne ou des USA. De nouvelles mesures sont donc en préparation, et devraient être annoncées prochainement. Les projets actuellement connus visent tous à améliorer directement les profits des entreprises, par des mesures fiscales en particulier (réévaluation des bilans) afin de les inciter à investir et à faciliter les restructurations. Il est probable également que des aides soient accordées aux entreprises qui n'augmenteront pas

trop leurs prix... et leurs salaires. Ceci en guise de politique des revenus.

Mais la marge de manœuvre du gouvernement est étroite. Après le déficit budgétaire record de 1975 et celui, qui s'annonce très important de 76, le financement de ces mesures s'avère difficile. Les équipements collectifs vont être encore rognés, un emprunt d'Etat sera peut-être lancé, mais surtout, il faut s'attendre à une augmentation importante des impôts. Déjà un impôt exceptionnel sur les hauts et moyens revenus est annoncé, mais on peut se douter que les travailleurs ne seront pas oubliés.



LA BAISSSE DU FRANC : UNE RECHUTE PRÉVISIBLE



Il y aura donc eu cinq mois d'accalmie sur le marché monétaire français et Fourcade, une fois de plus, aura été démenti, lui qui déclarait pouvoir ramener rapidement le franc dans le serpent européen, au moment même où il en décidait la sortie.

La nouvelle offensive contre le franc a commencé dans la première semaine de juillet. Et, comme en février-mars, on a retrouvé la même indécision gouvernementale face à la spéculation. Pendant une semaine, la Banque de France est intervenue pour défendre la parité du franc, en vendant des dollars : visiblement sans conviction. Dans ces conditions, tous les opérateurs, importateurs comme exportateurs, sont intervenus contre le franc, soit en achetant des devises par anticipation, soit en retardant la conversion de leurs devises en monnaie nationale. Quand on sait que la valeur du commerce extérieur atteint aujourd'hui 50 milliards de francs par mois, on mesure l'ampleur de tels mouvements spéculatifs de la part des grandes banques et autres firmes multinationales, par lesquelles passent l'essentiel du commerce international.

La dégringolade du franc, à nouveau, était prévisible, nullement enravée par une mesure, bien tardive, de hausse des taux d'intérêts. Au total, le taux de dévaluation du franc depuis sa sortie du serpent, a atteint 8,1 % par rapport au dollar, 8,4 % par rapport au mark, et 12,7 % par rapport au franc suisse ! Bref, environ 10 % de dévaluation ! Ce n'est peut-être pas dramatique, comme dit Monsieur Fourcade, mais on ne nous fera pas croire que c'est un signe de bonne santé de notre économie !

LES CAUSES : FAIBLESSES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

En réalité, ce sont toujours les mêmes causes qui poussent à la baisse de notre monnaie : la fragilité de la reprise, et en particulier du

commerce extérieur, autrement dit la faiblesse de l'impérialisme français. Depuis le début de l'année 76, le solde des échanges extérieurs (en chiffres corrigés des variations saisonnières), est constamment négatif. La reprise a relancé les importations dans une proportion plus forte que les exportations : constat d'échec de la politique de redéploiement du commerce en direction du Tiers Monde. Au centre de cette nouvelle tornade monétaire, on trouve une fois de plus la rivalité entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand. D'ailleurs une bonne proportion (près de 1/5) du déséquilibre commercial français provient du déficit des échanges franco-allemand. De plus, le commerce avec l'Allemagne a un peu valeur de test : qui réussit à y vendre beaucoup est paré pour l'exportation tous azimuts. Or la part de la France dans les importations allemandes diminue régulièrement, d'année en année et pour les cinq premiers mois de cette année, le résultat n'est guère enthousiasmant. C'est là la preuve que l'impérialisme français n'a nullement surmonté, malgré la reprise, ses faiblesses

congénitales et en particulier celle de l'industrie d'équipement, pourtant fondamentale pour la conquête de nouveaux marchés.

LES CONSÉQUENCES : COMPÉTITIVITÉ FACTICE INFLATION ACCRUE

Aujourd'hui comme par le passé, il est peu probable que la baisse du taux de change du franc change quelque chose à cette situation. Sans doute les prix français à l'étranger seront plus compétitifs, mais de plus en plus, ce qui compte, comme l'exemple de l'Allemagne le prouve, c'est l'efficacité de l'appareil commercial. Surtout, la dévaluation du franc risque encore d'aggraver les termes de l'échange : en effet, les importations seront rendues plus chères : 1 % de baisse du franc par rapport au dollar renchérit le coût du pétrole de 500 millions de francs par an. Il n'est pas du tout certain que l'effet soit bénéfique pour l'économie française.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que l'inflation va repartir de plus belle, et la vie plus chère pour les travailleurs. N'a-t-on pas annoncé déjà des hausses prochaines pour l'essence et le fuel domestique ?

Tout cela dicte le contenu des discours de la rentrée prévus pour les 8 et 15 septembre : priorité à la lutte contre l'inflation, soit disant « pour ne pas casser l'expansion » et donc modération des revendications. Un langage déjà archi connu, auquel il nous faudra opposer notre volonté de ne pas payer la crise d'un système dont nous ne voulons plus.

Graves incendies de forêt en Bretagne et dans les Charentes

MOYENS DE LUTTE INSUFFISANTS

Dimanche soir, les pompiers qui après plusieurs jours de lutte viennent de maîtriser l'incendie de forêt qui faisait rage près de Royan, demandent que soient prises des mesures pour éviter que de semblables catastrophes ne se reproduisent, mettant en danger des vies humaines. Ils réclament des moyens d'intervention plus rapides, en particulier des Canadairs basés à proximité. Ils demandent que les pare-feu, ces trouées sans arbre qui divisent les forêts pour freiner la propagation des incendies, soient élargis à 50 mètres au moins, que les forêts privées soient davantage contrôlées, et qu'elles soient débroussaillées ; enfin, qu'un plan d'urgence soit mis au point.

Près de Rennes, c'est la célèbre forêt de Brocéliande, aux environs de Paimpont qui brûle : 1 000 hectares ont été détruits, un hameau menacé a dû être évacué.

D'autres incendies de forêt ont eu lieu ces derniers jours, dans la Sarthe, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, le Finistère. Cela porte à 80 000 hectares environ la surface ravagée par les incendies de forêt depuis le début de l'année, soit



environ trois fois plus que l'année dernière pendant la même période.

Les explications invoquées par les autorités sont bien sûr « l'imprudence » et « la sécheresse ». Mais il y a d'autres causes plus importantes dont elles parlent moins. Quand une forêt n'est pas exploitée (pour du bois de chauffage, de charpente, ou de pâte à papier), parce que considérée

comme non rentable, elle n'est pas entretenue : les broussailles qui s'y développent favorisent les incendies ; de même, on néglige d'y tracer des coupe-feu ou d'y aménager des points d'eau et des points de surveillance. D'autre part, toujours pour des raisons de rentabilité, tous les reboisements se font avec des résineux (pins, sapins, etc...). En effet, il faut 15 ans environ à ces arbres pour être adultes

et exploitables, contre le double pour d'autres espèces. Mais ces résineux sont également facilement inflammables ; dans le midi, le remplacement progressif des chênes-lièges par des résineux a favorisé la multiplication des incendies.

D'autre part, le nombre d'avions Canadair (12) comme les effectifs et le matériel des pompiers sont insuffisants, et il leur arrive trop souvent d'être débordés.

LES « BAVURES » DE L'ÉTÉ : LE TIR « INSTINCTIF »

L'été aura été fécond en « bavures » de la police et de la gendarmerie. A la fin juin, la brigade anti-gang abattait chez lui, rappelons-le, M. Bapedou, employé de banque. Prétexte à la « méprise », il collectionnait les armes ! En réalité, il est mort parce que les policiers ont la gachette de plus en plus facile.

En juillet, le jeune Gilles Olivier était abattu par un flic à Saint-Denis ; son seul crime : être un habitant de la cité du Vert Gallant. « Ramez-m'en un mort ou vif », disait un flic avant que le jeune ne soit abattu et laissé mort, avant qu'on le retrouve le matin suivant.

Au même moment, en Gironde, un gendarme tirait sur un jeune, à Bégude de Mézenc, l'envoyant paralysé à l'hôpital. Prétexte : le « dangereux criminel » cherchait ses papiers dans sa voiture et le gendarme a cru qu'il était menacé...

Près de Bordeaux encore, à la fin du mois, des gendarmes à la gachette facile tiraient sur des voleurs de voiture qui forçaient un barrage. Le conducteur, mort, ne contrôlait plus la voiture. Bilan : une fillette morte et

deux autres blessées. Un conducteur de fourgon, complètement étranger aux faits, fut, lui aussi, blessé.

Comment ne pas voir, dans tous ces faits, le résultat de cette politique qui consiste à faire tirer les flics « instinctivement » ? Consigne donnée au plus haut niveau, puisque Pandraud, directeur de la police, a récemment déclaré : « Je veux que les inspecteurs apprennent à devenir de bons tireurs. Dans les conditions difficiles et périlleuses du métier qui est le vôtre, il est nécessaire que dans tous les cas où le feu doit être ouvert, ce soit le policier qui ait le dernier mot, et, quand je dis le dernier mot, je veux dire régler définitivement le problème ».

Le journal « Le Provençal » de Defferre, d'ailleurs, a publié pendant l'été un repor-

tage sur la police marseillaise ; ne tarissant pas d'éloges sur l'équipe du commissaire Nguyen (qui a l'an dernier abattu un gangster d'opérette dans une banque à Nice), le journal écrit : « Le tir, pratiquement instinctif, se fait ici sans viser ». Tout un programme.

A la station Trocadéro, est-ce aussi le tir instinctif qu'a employé le flic qui a descendu l'agent de surveillance RATP - qui, théoriquement, n'aurait pas dû être armé, et qui, de son côté, a descendu un flic après avoir insulté et menacé un voyageur tunisien ? En tous les cas, les voyageurs se sont bien portés de n'être pas sur le chemin des balles dont on a retrouvé les impacts.

A Biscarosse, dans les Landes, les gendarmes sont bien en peine d'expliquer la mort d'un détenu, gardé à vue dans leurs locaux. Celui-ci, petit voleur, a été retrouvé la tête dans un seau d'eau, mort. Cette affaire vient après les sévices policiers de Bandol et de St-Cyr, dont les auteurs étaient des gendarmes.

Et il en coûte de plus en plus cher aux individus qui interviennent contre l'arbitraire policier quotidien : ainsi Alain Weiss, cheminot d'Epinal, s'est vu rouer de coups (arrêt de travail de quatre jours) pour avoir protesté contre les brutalités des flics à l'encontre d'un homme « en état d'ivresse » appréhendé dans la gare.

Ce sont là des « bavures » selon le langage policier, mais elles sont significatives. Elles se multiplient et d'autre part, elles découlent de la stratégie répressive du gouvernement. La police est entraînée pour frapper de plus en plus durement et le cas échéant se servir de ses armes, pas seulement contre des truands mais contre les travailleurs comme à Montredon ou Aleria. La création d'un climat où les policiers sont encouragés à avoir la gachette facile, reflète l'inquiétude de la classe au pouvoir, le signe que pour exercer sa domination, elle est obligée de se préparer à recourir de plus en plus à la violence ouverte.

Paul LEFORT

Le remaniement ministériel

UN SIGNE DES DIFFICULTÉS DE GISCARD

Chirac partira-t-il, et par qui sera-t-il remplacé ? Ces questions sont en toile de fond de la rentrée politique et les commentateurs spécialisés consacrent leurs articles à faire le tour des diverses rumeurs.

Que Chirac conserve ou non son poste à Matignon, il est certain que ces rumeurs persistantes de remaniement sont significatives des difficultés du pouvoir giscardien à définir et mettre en œuvre une politique rencontrant un minimum de consensus et capable de faire de la France selon l'ambition affirmée de Giscard, une nation placée dans le peloton de tête des puissances secondaires. La baisse du franc, le déficit de la balance commerciale, l'inflation persistante d'une part, les difficultés vis-à-vis du Tiers-Monde, difficultés commerciales et politiques (recommandation de boycott pétrolier au sommet de Colombo) d'autre part, sont autant de signes de l'échec des ambitions giscardiennes. Et en politique intérieure, les quelques illusions que Giscard avait pu créer à son arrivée à l'Élysée sont depuis longtemps évanouies, le mécontentement grandit chez tous les travailleurs, de nouvelles luttes s'annoncent pour les mois qui viennent en plus de celles qui se sont déroulées pendant tout l'été.

Les partis bourgeois de la majorité sont divisés sur la façon de gouverner pour tenter de résoudre les difficultés qu'ils rencontrent. Giscard n'a pas réussi à souder sa majorité, il reste toujours dépen-

dant d'une UDR qui au réformisme de façade préférerait un autoritarisme avoué renforcé. Des divergences existent sur de nombreux points : politique des revenus, politique militaire... Le débat parlementaire sur les plus-values a révélé à la fois la vivacité des différends entre partis de la majorité giscardienne et les limites de l'affrontement : chaque parti étant en fin de compte par la force des choses solidaire en face de l'union de la gauche et surtout face aux revendications des masses. Pour tenter de remédier à cette situation, Giscard peut essayer une nouvelle formule gouvernementale, jouer sur le prétendu « changement » qu'apporterait une nouvelle formule gouvernementale. Il est possible qu'il réduise le poids de l'UDR dans le gouvernement, mais sa marge de manœuvre est très limitée : au Parlement le poids des divers groupes restera inchangé, l'UDR restant la formation la plus importante, et, ce qui est déterminant, une nouvelle formule gouvernementale ne changera rien à tous les facteurs de crise actuels. Quel que soit le nouveau premier ministre et ses « réformes », il trouvera en face de lui les travailleurs de plus en plus décidés et organisés pour faire payer à la bourgeoisie sa politique de crise.

en bref

Jimmy Carter, interviewé à propos de sa position sur Concorde, a déclaré qu'il approuvait la décision de principe du Congrès contre la circulation d'avions de transport supersoniques et qu'il n'y avait pas d'exception à faire pour Concorde.

L'avocate de Roland Agret a déclaré : « Je suis en mesure de dire que les causes du crime étaient liées à des opérations financières frauduleuses auxquelles se livrait Borel pour le compte d'individus disposant d'un statut politique et social important ». Roland Agret ferait prochainement une déclaration qui prouverait son innocence dans le meurtre dont il est accusé.

CHASSE GARDÉE : De nos jours, on ne pend plus les braconniers. La Société de chasse de Sainte-Marthe, près d'Evreux, déplorait que des braconniers se livraient à des méfaits sur ses terres. Elle a donc organisé des patrouilles nocturnes en vue d'y mettre fin. Au cours d'une de ces chasses à l'homme, le fils du président de cette honorable société aperçoit un individu qui chassait en se servant des phares de sa voiture pour attirer le gibier. Sans sommation, il tire une balle pour gros gibier dans la tête. Le « braconnier », âgé de 26 ans, père de deux enfants, est tué sur le coup.

en bref

LUTTES

Grenoble

COORDINATION DES LUTTES HOSPITALIÈRES

Les 14 et 15 août dernier s'est tenue à Grenoble une rencontre inter-hôpitaux, à l'appel des sections CFDT et CGT de l'hôpital de la Tronche (CHS de Grenoble). Une soixantaine d'hospitaliers, venus d'une vingtaine d'établissements, avaient répondu à cette invitation unitaire issue d'une entreprise en lutte depuis 10 semaines. Une délégation de la Fédération CFDT Santé et une du bureau de l'Assistance Publique CFDT de Paris étaient présentes également. La veille de la rencontre des responsables départementaux étaient venus «faire le point» avec leurs syndiqués de

Grenoble. Dans l'analyse des luttes hospitalières et pour leur développement à la rentrée, comme à propos du problème de la «coordination des luttes» (posé à propos de Lip dès juin) cette rencontre marque une étape que tous les participants n'ont pas manqué de souligner. «A la sortie de cette réunion, c'est avec l'idée de construire un rapport de force nationalement que les camarades doivent repartir, s'ils ont compris notre lutte et qu'il veulent vraiment nous soutenir» concluait en Assemblée Générale le 15 août dernier un A.S.H. de la Tronche.

«Le Centre Hospitalier Régional de la Tronche, c'est usine et cité HLM en même temps». Une grande construction à prétentions d'architecture «moderne», complexe, aux niveaux imbriqués par les rampes d'accès, escaliers et ascenseurs... déroutant, fatigant. C'est là que des agents de la restauration ont la charge d'un plateau toutes les 20 secondes, que les A.S.H. travaillent pour 1 600 f par mois...

Les 14 et 15 août s'y tenait une rencontre autour des travailleurs en lutte depuis 10 semaines maintenant. Pour eux, c'était l'aboutissement d'une réalité de leur action (cf. le Quotidien du Peuple du 5 juillet), c'est-à-dire le passage d'un niveau local à un affrontement plus global donc plus difficile à assumer pour un seul hôpital.

La majeure partie de ce qui était «négociable» au seul plan local a été obtenu : passage des ASH et ASI en Agent Professionnel (AOP), 20 minutes de temps de repas sur le temps de travail, le calcul des congés sur 5 jours... Reste non réglé le contentieux des salaires : 2000 F minimum, 250 F pour tous et 13 H supplémentaires payés non effectués (comme l'avait obtenu l'Assistance Publique de Paris).

D'entrée, la réunion s'est ressentie de cette nécessité de poser désormais les revendications au plan national : les «autorités» syndicales CGT et CFDT avaient bien marqué à l'avance que toute décision d'action restait de leur ressort. La Fédé Santé avait mis en garde ses syndicats (cf encart 1) et était venue sur place veiller au grain. De son côté, la CGT avait «officieusement» interdit la participation de sections CGT en tant que telles à la coordination de La Tronche, et tenté d'empêcher la prise en charge de la réunion par la section CGT du CHR de Grenoble par la descente d'un fédéral la veille. Si le but



fut partiellement atteint (aucune section CGT mandatée hormis Grenoble et très faible participation cégétiste), cela n'empêchera pas les syndicalistes de Grenoble opposés à la ligne du P«C»F dans la CGT d'assumer leur responsabilité dans l'animation positive de cette rencontre. Quant aux fédéraux cégétistes et leurs soutiens, ils ne purent paralyser les discussions par la mauvaise querelle de date («la période calendairière du 15 août est défavorable») ni de procédure («la Fédération n'a pas reçu de convocation régulière à temps. Elle a été mise devant le fait accompli»). Au contraire, tout au long des débats, la position nationale CFDT fut soumise à demandes d'explications, critiques... au point que l'embarras gagna souvent ceux qui avaient cru trop facilement en imposer du haut de leur «autorité». Les travailleurs en lutte de Grenoble, les nombreuses sections présentes (ne serait-ce qu'en tant qu'observateurs) voulaient parler de leur combat, de la construction du rapport

de force contre le pouvoir et son administration hospitalière et non pas s'entendre donner des leçons de fonctionnement syndical. De nombreuses interventions protestèrent contre les positions de certains militants (de Bordeaux, de Lyon...) dont le caractère violemment anti-cégétiste n'avait pas grand chose à voir avec une juste critique de la ligne révisionniste et de l'intervention du P«C»F dans la CGT. Et l'Assemblée Générale dut voter une motion d'ordre refusant de s'inscrire dans un débat qui tournait à la discussion entre cégétistes. Quelles étaient en effet les caractéristiques de cette rencontre ?

Dans toutes les commissions est venue cette question : pourquoi l'unité CGT-CFDT a-t-elle été possible à Grenoble et (par exemple) pas Lyon ? Les militants de la section CGT firent remarquer qu'à aucun moment, CGT ou CFDT du CHR de Grenoble n'avaient mis le nombre de cartes en avant, que leurs sections

étaient sensiblement de forces égales, que «tous les militants n'ont pas participé de manière égale, dans la CGT comme dans la CFDT».

Ils devaient souligner la nécessité de «fonder l'unité sur une plateforme de lutte commune, des débats d'idées ouverts, sans concession, mais qui permettent d'en arriver à un accord minimum pour l'action qui ne soit pas un compromis à sens unique». Des délégués CFDT indiquaient, eux, à quel point la nature de classe du recrutement d'une section importe : «c'est surtout quand la CFDT s'est mise à mobiliser les ASH, les magasiniers etc, et qu'elle a été représentative de tout le personnel, que les relations avec la CGT s'en sont bien trouvées !»

Dans le cours du débat général revint en effet cette condition d'un syndicalisme de classe : «s'en tenir à l'intérêt des travailleurs comme pierre de touche de l'unité et non à l'esprit de boutique ; le traduire, en conséquence, en propositions concrètes et formes de luttes le plus susceptibles d'être assumées, prises en charge par la masse des travailleurs».

Aussi logiquement revint le problème de dégager des revendications «unifiantes». «On sait que les travailleurs et les syndicats aussi, CGT et CFDT, ne sont pas homogènes, que parmi les travailleurs et dans chaque syndicat le débat continue, doit continuer» rappelait un jeune militant CGT de Grenoble. C'est pourquoi l'unification des luttes hospitalières (conçues tout au long de cette rencontre d'une manière beaucoup trop coupée de l'unité avec la classe ouvrière et de l'unité populaire), a occupé de fait le premier plan. Trop d'interventions encore de réformistes sur la ligne des fédérations, ou de bavards impénitents, bloquaient en effet les points essentiels.

«Nous, les magasiniers, les ASH, les gens de la restauration, on est des ouvriers, des exploités. Les 2000 F, on en a besoin, on les veut vraiment, c'est un préalable à tout le reste. Mais les autres (les soignants) qui ont déjà les 2 000 F et les parisiens qui

MOTION DE SOUTIEN

Grenoble, le 15 août 1976

Les Sections Syndicales représentées à la rencontre Inter-Hôpitaux des 14 et 15 août à Grenoble déclarent :

- soutenir l'action menée par les travailleurs du CHU de Grenoble pour faire aboutir leurs revendications qui sont inséparables de celles formulées par l'ensemble des Services de Santé et des Services Sociaux,

- travailler à populariser leur lutte,

estiment :

- que le débat sur les revendications nationales et l'action à mener doit être pris en charge par les organisations syndicales dans l'unité partout où c'est possible.

Cette motion a été signée par les sections syndicales CFDT des hôpitaux suivants :

- Assistance Publique de Paris : St Antoine, Broussais
- Bordeaux : Hôpital Pellegrin
- Montpellier : Hôpital Saint Eloi
- Ainay-le-Château (03) : Centre Psychothérapique
- Besançon : CHU
- Assistance Publique de Marseille : Timone, Conception, Hôtel-Dieu, Hôpital Nord.
- Saint-Egrève : Centre Hospitalier Spécialisé

Pour leur part, les sections syndicales CFDT et CGT du CHU de Grenoble, ont voté le dernier paragraphe de cette motion.

ont les 13 heures, est-ce que vous voulez vraiment faire plier le gouvernement et gagner les revendications ? Cette réaction d'un ouvrier d'entretien CFDT de Grenoble, applaudi par toute une partie de l'assemblée, a marqué profondément les discussions. Comment mobiliser les soignants, infirmières, AS..., ramener les administratifs dans la lutte ?

De Grenoble, ressortent quelques pistes de réflexion à discuter dans les hôpitaux, à confronter aux points de vue de la classe ouvrière :

- bloquer le financement de l'hôpital par la mobilisation de tous les services utilisateurs de fiches à la gestion...

- mobiliser les catégories dans l'unité sur les effectifs, la contestation de la hiérarchie et contre la division des mesures Veil (250 F de prime aux infirmières seules).

Mais surtout : «faire l'unité autour des ASH, amener les autres à prendre une position de classe. Sinon les grands slogans sur la priorité aux bas salaires, cela veut dire quoi ?» Concluant sur la nécessité de réaliser des cahiers de revendications par service (comme à l'hôpital St Antoine...) et de dépasser l'agitation sur les problèmes locaux, la rencontre de Grenoble posait enfin le problème de la «construction d'un rapport de force national qui incombe aux structures syndicales et aux travailleurs de chaque établissement mais dont cette coordination devra servir d'aiguillon» en posant la nécessité de «frapper plus haut, plus fort» comme l'indiquait un délégué de l'Assistance Publique de Paris. Ainsi «Avec Grenoble, on a mis les fédérations et les sections devant leurs responsabilités».

A Grenoble, les ASH-ASI en lutte attendent beaucoup de la rencontre. «S'il n'y a pas de mobilisation nationale inter-hôpitaux, il y aura déception : il faut un relais et pas seulement CFDT d'ailleurs ; la vraie suite de cette coordination, c'est de pouvoir cette année, dans les hôpitaux, repartir à l'offensive». Cette fois, les usines ne doivent pas être seules en lutte contre la crise : c'est l'idée de tirer les leçons de la grande grève de 74 des PTT puis des hôpitaux qui ressort de bien des réflexions de Grenoble. Pour cela «il faut faire fonctionner à plein les structures syndicales, au service des travailleurs» et «mobiliser, populariser autour de nous, pour que la lutte qu'on mène à La Tronche serve à tous les travailleurs», tel est l'appel que lançaient dimanche 15 août les ASH du CHR de Grenoble. Il devrait être entendu : déjà dans tout le Loir et Cher, CGT et CFDT devraient passer ensemble à l'action en septembre.

S. R.

NOTES :
 * ASH, ASI : Agents des Services Hospitaliers et Agents des Services Intérieurs, personnel des catégories inférieures, les «O.S. de l'hôpital»
 * A.S. : Aides Soignantes travaillant en services hospitaliers avec les infirmières (cf Le QdP du 5 juillet)

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

A MEYMAC, MILLE PAYSANS MANIFESTENT CONTRE LA SÈCHERESSE

Dans le centre et le sud-ouest, la riposte paysanne s'est engagée avec vigueur mardi dernier avec une manifestation de plusieurs milliers de paysans à Périgueux qui ont du affronter les forces de police massées derrière les grilles de la préfecture.

Un second rendez-vous était fixé pour le comice agricole de Meymac en Corrèze que Chirac, conseiller général du canton, devait présider samedi dernier. Chirac, prétextant une entrevue avec Giscard, le matin même, s'est récusé. Les paysans de la Corrèze étaient bien là et ont manifesté à près d'un millier dans les rues de la ville.

Meymac. Samedi, huit heures du matin. Par les vitres de l'autorail qui nous emmène de Brive à Meymac, il n'est pas difficile d'apercevoir au milieu des monts de cette région de Haute Corrèze, fortement boisée des trouées jaunes ou couleur de terre séchée : c'est tout ce qu'il reste des parcelles brûlées par le soleil... Il n'a pas plu depuis le quinze août. «Et encore, précise un contré à Meymac, on n'a reçu exactement que 2,7 centimètres d'eau. La terre a tout bu en une nuit, et cela a à peine fait reverdir nos champs». Quant aux orages qui s'annonçaient ces derniers jours, ils n'ont pas tenu leurs promesses.

Meymac, une grosse bourgade de trois mille habitants accrochée à flanc de coteau et dont l'opulence tranche avec l'aridité de la campagne environnante. C'est le lieu à Chirac. Cette année, c'était le lieu de rendez-vous des paysans de la

Corrèze pour le concours départemental de la race ovine limousine. Le comice agricole du mouton rustique, élevé tout à côté sur le plateau de Millevaches.

PETITS ET GROS ÉLEVEURS : LA SÈCHERESSE ACCROÏT LA DIFFÉRENCE

Ce que ne manquent pas de faire remarquer les vieux paysans, c'est la nette diminution des éleveurs exposants. «C'est pas cette année que j'aurais pu mettre mes brebis effianquées ici» fait remarquer l'un d'eux qui ajoute d'un air entendu : «Tout le monde ne peut pas offrir à l'œil du touriste de belles bêtes élevées aux granulés !»

Pas de doute : la sécheresse, cette année, a fortement accru la différence entre la masse des paysans pauvres, principalement éleveurs de moutons qui sont les spectateurs de ce comice et une poignée

de gros éleveurs qui, parce qu'ils bénéficient de concours financiers exceptionnels, d'aides d'unions professionnelles de testage ou parce qu'ils ont les moyens matériels d'ajouter à leur élevage d'ovins des élevages de porcs ou de veaux, ne ressentiront que faiblement les conséquences de cette sécheresse. Faut-il

d'ailleurs s'étonner que ceux-là même qui présentaient samedi dernier, les bêtes les mieux conformées et ont ramé tous les prix sont les plus gros courtiers de la région ?

«ON N'EST PAS
DES MENDIANTS»...

La tenue même du comice est révélatrice de cette

situation : un gros éleveur, dans un discours auto-satisfait, a fait l'apologie des «méthodes scientifiques» qui lui ont permis de battre cette année le taux de productivité : deux agneaux en moyenne pour chacune de ses 270 brebis ! Dans son discours de notable, pas un mot, pas une allusion à la sécheresse. Alors que dans toutes les conversations, une même crainte, une même préoccupation sont évoquées : il faut réduire les cheptels comme cela a commencé de se faire. Parce qu'on va manquer de fourrage en novembre. Pire encore, les agnelages d'automne seront d'autant plus difficiles que le fourrage est déficient et de qualité médiocre. «On n'est quand même pas des mendiants», s'insurgeait un vieil éleveur à propos du plan «paille», «pour ceux qui ne pouvaient pas payer, on nous jetait la paille depuis la route directement dans le champ!». Chirac, le gouvernement, sont vite désignés comme les premiers responsables de cette situation. Beaucoup y voient un moyen pour le gouvernement de les pressurer un peu plus, voire d'en éliminer quelques-uns. On en arrive à penser que la seule solution, c'est de poursuivre dans la lancée du rassemblement de Périgueux, mardi dernier, «où il a fallu se faire les flics»...

regroupe les organisations FDSEA, MODEF et MONATAR des départements du Centre) se forme à l'écart du concours de moutons et part en manifestation. Le millier de manifestants présents, qui ont aussi avec eux leurs femmes et leurs enfants, est composé essentiellement de paysans de la Corrèze et des confins de la Dordogne. C'est Chandernagor, député PS et président du Comité de Guéret qui ouvre la marche suivie d'une demi-douzaine de maires de petites communes rurales. Le cortège s'arrête face à la mairie. Chandernagor et sa suite y seront reçus pendant une heure par le préfet.

En attendant, on ne se fait guère d'illusions sur l'issue de l'entretien. «Des promesses, toujours des promesses» répète un paysan de Sornac qui rappelle que «les mesures immédiates qu'il faut arranger, c'est du fourrage bon marché, des primes pour la conservation du cheptel, des reports d'annuités». Et quand la délégation réapparaît. Viel, responsable du MODEF-Corrèze annonce que rien de sûr n'a été obtenu. C'est l'éclat de rire général. «C'est une réponse qui ne surprend personne, explique un jeune paysan de Viam. Il faut amener le maximum de petits paysans à se battre aujourd'hui, c'est eux les premiers concernés et faire des actions comme à Périgueux, en regroupant toute la région».

MILLE PAYSANS DANS LES RUES DE MEYMAC

Un peu avant midi, alors que le préfet achevait sa visite du comice, le rassemblement organisé par le Comité de Guéret (qui

C'est bien ce qu'ils comptent faire le 7 septembre prochain à Clermont-Ferrand où le Comité de Guéret appelle à un nouveau rassemblement.



BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE TROIS LICENCIEMENTS DE PLUS... MAIS L'ÉTÉ N'A PAS ARRÊTÉ LA MOBILISATION

Avant les vacances de l'entreprise fin juillet, les travailleurs de B-E ont été à nouveau victimes de la politique répressive que la direction veut mettre en place. En effet, courant juillet, la mère d'une des 23 licenciés, en maladie depuis fin juin, recevait une lettre de la direction lui signifiant qu'elle était en «absence injustifiée» (alors qu'elle avait envoyé son arrêt-maladie) et que «de ce fait, elle avait rompu son contrat de travail». D'après le règlement intérieur, la direction aurait dû, 48 h. après son «absence», lui envoyer un papier lui demandant le motif de son absence, mais même le règlement intérieur est aujourd'hui piétiné ! Depuis, Mme Moussa n'a pas pu remettre les pieds dans l'usine, un gardien lui en interdisant l'accès sur ordre de la direction.

La dernière semaine de juillet, les travailleurs de B-E pouvaient voir M.

Malot, chef du personnel, très matinal, se promenant dans les couloirs, surveillant les allées et venues, pointages... ; le lundi 26 juillet, une ouvrière travaillant depuis 23 ans pour la Thomson, était ainsi convoquée chez Malot qui lui apprit qu'elle allait être licenciée. Le matin même, elle était repartie chez elle chercher sa blouse pendant son travail en oubliant de pointer. Le jour même, un autre travailleur intérimaire depuis deux ans était convoqué à son agence d'intérim où on lui apprenait que la B-E n'avait plus besoin de ses services dès le lendemain !

Deux jours avant les vacances, Malot faisait passer une note dans les ateliers interdisant «l'arrosage» des vacances le jour de départ et disant que l'on devrait travailler tout le dernier jour, la dernière heure seule étant consacrée au ménage... or, depuis 15 ans que la B-E existe, les travailleurs ar-

rosent les vacances le dernier jour après avoir fait le ménage.

Ces faits et les trois licenciements qui ont eu lieu ont suscité un vif mécontentement chez les travailleurs qui se disent : «si ça continue comme ça, la direction va faire ce qu'elle voudra» et qui font le lien entre ces faits et les 23 licenciements, porte ouverte à une répression à grande échelle.

La colère grondait donc chez les travailleurs avant les vacances...

OÙ EN SONT LES 23 ?

Courant juillet, les initiatives se sont poursuivies, et sur Chenôve, cité ouvrière à côté de Dijon, une fête de soutien a eu lieu à laquelle ont participé des travailleurs de B-E du quartier, des cheminots... alliant musique avec «La Carmagnole» et «L'Atelier Populaire de Chansons» et intervention de licenciés. Cette fête aura permis de faire connaître la lutte sur le quartier et de prévoir une

mobilisation pour début septembre.

En ce qui concerne les 8 délégués, Durafour ne s'est toujours pas prononcé.

Pour les 15, le tribunal des Prud'hommes devant siéger le 21 juillet n'a pas eu lieu et est reporté au 9 septembre. Les licenciés poursuivent donc la lutte pour leur réintégration ; des collectes ont été faites par eux et les syndicats CGT et CFDT dans les boîtes de Dijon et sur la B-E.

Les 23 préparent un «bulletin des licenciés» s'adressant aux travailleurs de B-E, de la Thomson et à tous ceux qui les soutiennent.

Le problème qui se pose donc dès la rentrée est celui d'une mobilisation d'ampleur pour le 9 et pour cela, il va falloir débattre de ce que représente le 9 septembre : un point final ou une étape dans la lutte ? La mobilisation continue !

corresp. Dijon

LES ROULANTS VEULENT VOIR LE BOUT DU TUNNEL

Il y a une semaine, les roulants CGT de la région Méditerranée entraînent en lutte contre l'application de la nouvelle hiérarchie corporatiste imposée par la SNCF avec le grade T5 (grade supplémentaire de roulants «superqualifiés»). Au printemps déjà, leur colère avait été en partie à l'origine du mouvement gréviste des cheminots. Un accord, signé par la FGAAC (les autonomes) et face auquel les Fédérations CGT et CFDT avaient baissé les bras bien rapidement, avait depuis consacré ce nouveau grade de division. Mais les roulants ont repris l'offensive et, même s'il est limité à 24 ou 48 h sur certaines régions, le mouvement (entamé depuis jeudi) est encore l'avant-coureur d'une riposte cheminote à la politique réac-

tionnaire de blocage des salaires et d'accroissement de la hiérarchie. Lorsque Chirac appelle à la «discipline des salaires», il annonce en même temps qu'il ne sera pas question de négocier les contrats 77 dans la Fonction Publique à plus de 10 % d'augmentation, soit 5 à 6 % de moins encore que les années précédentes (et ce, indépendamment de l'érosion importante cette année du pouvoir d'achat). Les cheminots, les postiers, les hospitaliers... encore une fois ne veulent pas trinquer. C'est pour cela aussi qu'à Tours, Nantes, Rennes, Chambéry, Dijon, Montparnasse et Bordeaux, des trains restent au garage, des wagons au triage : c'est un avertissement pour la rentrée. D'autres coups plus sévères suivront !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

QUAND LE «JOURNAL DU DIMANCHE» DÉVELOPPE LES THEMES DE PONIATOWSKI

Quand Victor Franco, journaliste du «Journal du Dimanche» prend le métro, c'est toujours avec des «flics», c'est également avec eux qu'il a dû écrire son article où l'on retrouve, abondamment illustrés, tous les thèmes de Poniatowski pour justifier la présence policière massive dans le métro, les vérifications d'identité...

Franco n'y va pas par quatre chemins, le métro aujourd'hui c'est le lieu où «la racaille de Paris se sent le plus à l'aise». Mais ça va s'améliorer, lorsque les flics patrouillent en nombre dans les couloirs, quand il n'y a pas de manifestations pour leur faire perdre leur temps, ils peuvent multiplier les interpellations. Pour Franco, c'est très simple : «Si l'on met des flics partout, le métro redeviendra un paradis». «Mettez-y un peu de votre» demandent les policiers. Heureusement, c'est impossible, il n'y a pas assez de flics, ce qu'il faut pour rétablir la «sécurité» avec des effectifs limités, c'est qu'on «y mette du nôtre», c'est-à-dire qu'on aide les flics, plutôt que de prendre le parti de ceux qui se font contrôler comme ça se passe trop souvent au gré des flics que Franco a interviewés. Il ne faut pas moins de sept colonnes à Franco pour tenter de faire admettre la présence des flics dans le métro et pour nous demander de les aider.

A l'appui de sa laborieuse démonstration, il cite de nombreux faits d'agression, en choisissant ceux qui peuvent provoquer le racisme

ou la haine des jeunes. Il assimile les fraudeurs aux pickpockets, ses descriptions aux forts relents racistes et anti-jeunes visent à présenter tous les étrangers, les jeunes, comme des dangers permanents et à développer la suspicion, pour justifier le quadrillage policier.

L'insistance de Franco et d'autres journalistes de son acabit à décrire le métro comme un enfer et les flics comme des anges gardiens,

et à demander notre collaboration indique toutefois que le quadrillage du métro est impopulaire et que son efficacité contre les agressions est mise en doute. Les travailleurs savent que c'est d'abord contre eux que s'effectuent ce quadrillage et les vingt mille fichages réalisés l'an dernier dans le métro.

L'action policière dans le métro est complémentaire du patrouillage et de l'«otage» dans les quartiers et va de pair avec les agressions contre les travailleurs en lutte.



Entraînement de la police au tir instinctif sur cible mouvante.

A Paris : VENTE DIRECTE DE PECHES

Si les fruits sont chers à Paris, la faute n'en est pas aux petits paysans producteurs ! C'est ce qu'ont montré à des centaines de travailleurs de Paris les «ventes sauvages» de pêches organisées par la fédération de Paris du PCR(mi), en collaboration avec des paysans de la Drôme, à la porte du centre de tri postal du PLM et de l'hôpital St-Antoine, à la cité des Amandiers dans le 20^e, et cité Emile Blémont dans le 18^e, partout l'accueil des travailleurs, des ménagères,

était enthousiaste. Le tract distribué citait un témoignage d'un petit paysan producteur de pêches : «le kilo de pêche nous revient à 1,10 F. La coopérative nous l'achète à 1,50 F, quelquefois moins, et parfois même en-dessous du prix de revient. Ça nous laisse à peine de quoi vivre. Seuls les gros s'en sortent, eux touchent des subventions : on vit avec moins que le SMIC».

Quand il est impossible à Paris de trouver des pêches à moins de 3,50 F

le kilo, c'est éloquent. Les travailleurs s'informent des conditions de vie et de travail des petits paysans : les semaines de 60 h., les conséquences de la sécheresse... Les postiers originaires du midi expliquaient comment ils avaient été obligés de venir chercher du travail à Paris, la terre ne pouvant plus les nourrir. Ils comparaient la politique de maintien des prix avec les augmentations de salaire en pourcentage : les deux profitent d'abord aux plus riches.

Cité des Amandiers, les ménagères s'indignaient des procédés des capitalistes : achat à l'étranger de fruits à bas prix, et destruction de tonnes de fruits en France pour éviter une baisse des prix de vente. Un gâchis organisé qui provoque à la fois la ruine des petits paysans et la vie chère pour les travailleurs des villes.

En achetant ces fruits au prix coutant (2 F), les travailleurs voulaient marquer leur solidarité : certains se proposaient pour participer à l'organisation de prochaines ventes.

Partout, l'ambiance était la même : «C'est cela qu'il faut faire, il faudra recommencer».

Les postiers, les cheminots, les travailleurs hospitaliers conseillaient d'aller trouver les ménagères des quartiers populaires, les personnes âgées... L'idée de généraliser ces contacts directs entre travailleurs des villes et des campagnes a progressé. Une manifestation concrète de l'alliance entre les ouvriers et les paysans s'affirme !

ÇA S'EST PASSE CET ETE

15 juillet : un cadavre carbonisé est découvert dans la maison incendiée de l'ex SS Peiper, à Traves, dans la Haute-Saône. Rien ne prouve que c'est lui qui est mort.

16 juillet : Helmut Schmidt révèle à la presse qu'à la conférence de Porto-Rico, en juin dernier, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la France et les USA se sont mis d'accord pour stopper toute aide à l'Italie, si des ministres du PCI venaient à participer au gouvernement.

17 juillet : on apprend que le 2 juillet, une rame de métro a été attaquée, ses passagers volés. C'est l'occasion pour le ministre de la police de déclencher une nouvelle «opération sécurité», dirigée en particulier, contre les travailleurs immigrés.

20 juillet : On apprend que le docteur Birague, président des CDR, homme politique de la majorité, à Toulouse, est impliqué dans le meurtre du journaliste Trouvé du journal «Le Meilleur». Cet épisode jette une lumière crue sur les agissements criminels de politiciens bourgeois.

22 juillet : La CGT, la CFDT et la FEN protestent contre une circulaire de Chirac qui tend à limiter le droit de grève des fonctionnaires.

23 juillet : Obsèques de Gilles Olivier à St Denis. Un nouvel arrêté d'expulsion est pris contre Moussa Konaté, il sera donc finalement reporté jusque fin septembre.

24 juillet : Valses chez les politiciens de la «majorité» : Fabre voit Nungesser (UDR)

et Pontillon du PS prend prétexte du Liban pour aller chez Chirac. Le PCF, devant le fait accompli, ne peut que protester.

26 juillet : Chirac appelle à la «modération des revenus». Il prétend que «les Français» ont «vécu au-dessus de leurs moyens». Le lendemain, il dira qu'il est partisan d'une politique «de la carotte et du bâton».

26 juillet : Un membre de l'ETA est enlevé à St Jean de Luz, par des fascistes espagnols opérant sur le territoire français en pleine impunité : il sera assassiné.

28 juillet : Giscard refuse de gracier Christian Ranucci, meurtrier d'une fillette. Celui-ci est guillotiné.

29 juillet : Guy Drut gagne la médaille d'or du 110 m. haies, aux jeux de Montréal.

5 août : Bigeard démissionne de son poste de secrétaire d'Etat.

Giscard gracie Benzahra, un harki, condamné à mort.

7 août : Pendant que Giscard chasse en Afrique la grosse bête, et négocie pour défendre les intérêts impérialistes au Gabon et au Cameroun, Robert Fabre lance un appel aux gaullistes, qui relance les foudres du PCF.

Près de Martignes, Poniatowski présente un constat d'échec de sa politique de protection contre l'incendie : 70.000 hectares ont brûlé depuis le début de l'année. Il y a de l'argent et des matériels pour évacuer les usines occupées, mais pas de Canadair et d'argent pour protéger les forêts.

LE CONGRÈS DE L'A.P.C. S'EST OUVERT HIER

Le Congrès de l'A.P.C. (Associati di Patrioti Corsi) s'est ouvert hier à Abbazia. Il y a un an, à Aléria, des militants de l'ARC, organisation dissoute depuis par le ministère de l'intérieur, occupaient la cave d'un colon pied-noir qui avait fraudé sur les vins. Pour toute réponse, Poniatowski envoyait ses CRS et ses gardes mobiles avec hélicoptères, automitrailleuses... L'assaut était donné à la cave et c'était la fusillade : un CRS était tué et un occupant gravement blessé. A la suite de cette

action, Edmond Siméoni était incarcéré ; il a été condamné à cinq ans de prison par la Cour de Sûreté de l'Etat.

Aléria marquait avec éclat le réveil des masses corses.

La radio et la télé ignorent délibérément la tenue de ce congrès qui débattait pourtant des revendications et de l'avenir de la lutte du peuple corse ; elles ont consacré par contre plusieurs minutes à l'ouverture de la chasse en Corse. On ne pourrait être plus méprisante.

Faites connaître le Quotidien du Peuple

en bref... en bref... en bref

• A St-Dié, une femme a vécu quatre ans avec une pince chirurgicale dans le ventre. C'est à la suite de douleurs dans le ventre qu'une radio a permis de le constater. C'est un chirurgien un peu trop pressé qui avait «oublié» une pince de 12 cm de long.

• Deux ouvriers ont été brûlés aux mains alors qu'ils effectuaient des travaux de réparation dans la salle des

coffres de la Société Générale de l'île St-Louis, après son cambriolage. Au cours d'une opération de soudage, du gaz contenu dans les tuyauteries a explosé.

• A Capelle-la-Grande, près de Dunkerque, dans le Nord, le feu a pris dans un café en réfection : deux femmes, une mère et sa fille sont mortes dans l'incendie.

Un travailleur Marocain a été tué dans des conditions affreuses le Vendredi 6 août à la laverie de baryte dans la commune de Lunas (Hérault). Sur la vis sans fin sur laquelle il travaillait, il y avait un panneau dit «de protection», toutefois cette tôle n'empêchait pas le travailleur de la franchir. De plus, le dispositif d'arrêt de la vis se trouvait à plus de dix mètres du lieu de travail.

INTERNATIONAL

LIBAN : LES PALESTINIENS SE PRÉPARENT À LA BATAILLE DE LA MONTAGNE

C'est le 12 août que les forces phalangistes sont entrées dans le camp de Tell-el-Zaatar. Aujourd'hui, les forces palestiniennes et progressistes poursuivent leur résistance. Cinquante-deux jours et cinquante-deux nuits, les combattants de Tell-el-Zaatar ont repoussé soixante-neuf assauts des forces phalangistes armées par Israël et appuyées dans tous le reste du Liban par les blindés syriens. Les derniers assauts contre Tell-el-Zaatar étaient placés sous l'autorité directe d'officiers syriens. Devant cette colline du Thym s'est rassemblé une formidable coalition pour écraser la volonté de résistance palestinienne en massacrant le peuple palestinien.

Tous les hommes de 16 à 40 ans qui étaient à Tell-el-Zaatar et n'étaient pas morts dans les combats ont été faits prisonniers. Les phalangistes tiraient dans les groupes compacts de prisonniers, ils voulaient faire crier «vive Gemayel» à leurs prisonniers et s'acharnaient sur les dépouilles de ceux qui criaient Vive la Révolution. Tell-el-Zaatar est un massacre, aussi horrible que Deir Yassine, le village massacré par les sionistes en 1948, que Amman en 1970.

C'est tout un peuple que les réactionnaires veulent assassiner pour garantir l'existence de l'Etat d'Israël. De Deir Yassine à Tall-el-Zaatar, le peuple poursuit sa résistance chaque fois plus puissante. Au Liban, le peuple palestinien a tissé avec le peuple libanais des liens profonds sur lesquels butent les complots impérialistes.

Au Liban, ces complots passent par la création d'un Liban prétendument

«chrétien», entièrement sous la coupe des fascistes, Gemayel et Chamoun.



C'est pour cet objectif que les Palestiniens et les Libanais pauvres qui vivaient dans les mêmes camps ont été massacrés à la Quarantaine, massacrés à Jisr-el-Bacha, massacrés à Nabaa avant de l'être à Tall-el-Zaatar. Au

jour d'hui, Beyrouth est divisé en deux. Les phalangistes veulent diviser tout le Liban en deux avec l'aide des troupes syriennes, tandis qu'Israël organise le blocus des ports du sud pour affamer les Palestiniens et le peuple libanais, voudrait s'emparer du Sud-Liban.

Derrière les assassins des peuples palestinien et libanais, les encouragements des Etats-Unis prodigués tant à la Syrie qu'aux phalanges, dans le silence complice des régimes arabes. C'est le plan américain que les uns et

la mer, les fascistes libanais ont pour objectif d'obliger les Palestiniens à quitter toutes les régions de la montagne qu'ils occupent depuis avril. Mais, si les forces réactionnaires ont envahi Tall-el-Zaatar, elles n'ont pu briser le lien organique qui unit les deux peuples libanais et palestinien et qui constitue leur force.

Il y a un mois, un responsable de l'OLP nous affirmait : « Si Tall-el-Zaatar tombe aux mains des forces isolationnistes et syriennes... la Révolution Palestinienne et le

les autres tentent d'exécuter : liquidation de la Résistance Palestinienne pour garantir l'existence de l'Etat d'Israël.

Et parce qu'ils veulent imposer leur dictature à un Liban d'un seul tenant, de la frontière Syrienne à

mouvement national libanais ne vont pas s'arrêter et la lutte ne s'arrêtera pas à cause de la perte d'une bataille. La bataille pour notre liberté, nous la continuerons. » Cette guerre se poursuit aujourd'hui.

suite de la une

GUADELOUPE : LE CYCLONE MENACE LES HABITANTS DE BASSE TERRE RUINÉS

« C'est une première mondiale d'avoir fait évacuer tous les habitants... avant un séisme » s'écrie Stirn (en fait, c'est d'un volcan qu'il s'agit). En réalité, les mesures de Stirn sont venues bien tard. « Il n'y a eu aucune disposition de prise, l'éruption du mois de juin avait fait apparaître que nous manquions de matériel, explique un habitant de Basse-Terre.

Ma mère a quitté notre village qui est sur les flancs de la Soufrière. Mais les amis chez lesquels elle logeait habitaient aussi dans la zone interdite, je ne sais pas où elle est maintenant. Ce qui est sûr, c'est que ce sont des gens qui ont pris eux-mêmes des dispositions face au volcan, avant le préfet qui a ordonné à tout le monde de partir en abandonnant tout. »

LA SOUFRIÈRE ET LE COLONIALISME

« La solidarité nationale doit s'exercer à plein, affirme Stirn, il n'y aura pas de limite à l'aide du gouvernement ». Certains journalistes vont même faire dire aux guadeloupéennes qu'elles « ont de la chance d'être françaises ». Le minimum de choses réalisées pour la Soufrière donne

le prétexte à un révoltant éloge du colonialisme français. En réalité, la politique coloniale, en faisant évacuer brutalement la population, en ne prévoyant rien à la suite des éruptions du mois de juin, a causé la ruine de milliers de guadeloupéens. Plus de 10 000 chômeurs supplémentaires ont été recensés à Grande-Terre à la suite de l'évacuation : ceux qui n'ont plus rien pour vivre.

La misère qui sévit en Guadeloupe a désormais un nom : la Soufrière. C'est elle et non plus le colonialisme que Stirn veut voir accusée, par le peuple guadeloupéen. Mais si la Soufrière n'a tué personne, les flics de Giscard ont assassiné des ouvriers agricoles qui manifestaient. Jusqu'à présent, la Soufrière n'a chassé personne de la Guadeloupe. Chaque année, ce sont des milliers de jeunes guadeloupéens mais aussi Martiniquais, Guyanais, Réunionnais, qui sont obligés de s'expatrier pour venir travailler en France, à cause du chômage que le colonialisme organise dans leur pays. La catastrophe en Guadeloupe est permanente, ce n'est pas seulement la Soufrière, c'est la politique de Stirn.



La flotte US en Corée

NOUVELLE PROVOCATION

Après l'«incident» qui s'est produit mercredi dernier entre les soldats nord-coréens et les officiers des troupes d'occupation américaines à Panmunjom, le porte avion américain Midway, accompagné d'un croiseur lance-missiles et de quatre frégates est arrivé hier en Corée, venant du Japon.

L'incident ainsi exploité par le gouvernement américain semble bien avoir été monté de toutes pièces. Il est remarquable que l'échauffourée provoquée par les occupants ait été soigneusement photographiée. Cette provocation, visant à faire passer l'agresseur pour l'agressé est analogue à l'«incident»

du golfe de Tankin qui avait servi de prétexte à l'intervention au Vietnam. La tension actuellement entretenue par l'impérialisme US qui a introduit depuis plusieurs mois de grandes quantités d'armes (fusées, missiles, munitions), a pour but d'éviter de répondre aux profondes aspirations du peuple coréen à une réunification pacifique proposée par Kim Il Sung, président de la République populaire de Corée et à laquelle s'oppose le régime fasciste de Park Chung Hee.

Si, dans des buts électoraux, Ford veut faire croire que l'impérialisme américain peut encore faire la loi, il va au devant de nouveaux échecs.

TCHÉCOSLOVAQUIE

8 ANS D'OCCUPATION RUSSE

Il y a huit ans, les armées de cinq pays du Pacte de Varsovie envahissaient la Tchécoslovaquie. La police politique russe investissait tout l'appareil d'Etat. Cette intervention ouverte et brutale était l'aboutissement d'une longue suite de menaces et de pressions du régime de Brejnev contre le gouvernement de Dubcek. Mais cette mise au pas devait également servir d'exemple aux autres pays de l'Europe de l'Est : le social-impérialisme mettait en avant la théorie de la «souveraineté limitée» par laquelle il se donne le droit d'intervenir partout où il estime que sa domination est menacée.

Mais cette ingérence impérialiste dans les affaires d'un peuple s'est heurtée d'abord à une vive résistance des jeunes et des travailleurs tchécoslovaques, qui ont affronté sans armes les chars. Ensuite le social-impérialisme a dû pour «normaliser» le pays instaurer une longue période de répression et d'épuration, pour maintenir au pouvoir un gouvernement de collaborateurs. Encore aujourd'hui, il doit maintenir sa massive occupation militaire.

Les effets de la domination soviétique se font durement sentir en Tchécoslovaquie comme dans les autres pays de l'Est. Ces pays dans le cadre du Comecon sont étroitement soumis aux exigences de l'économie soviétique, exigences d'autant plus grandes que cette économie s'oriente de plus en

plus vers la production d'armements. C'est ainsi que l'URSS exige l'exportation de produits alimentaires au détriment de la consommation de ces peuples, la fourniture de main-d'œuvre. De même le régime de Brejnev a quadruplé en deux ans le prix du pétrole que la Tchécoslovaquie est obligée de lui acheter. Ce pillage a de graves conséquences sur les conditions de vie des travailleurs tchèques : logement insuffisant et cher (4 100 000 familles pour 3 900 000 appartements), manque de nombreux produits, hausse de prix de 30 à 40 % : il s'agit d'ailleurs des mêmes hausses qui sont programmées aussi en Pologne et en Hongrie, ce qui montre bien qu'elles trouvent leur origine dans le pillage du social-impérialisme. Si aujourd'hui le peuple tchécoslovaque s'oppose à l'oppression et à l'exploitation par une certaine «résistance passive» (absentéisme, faible productivité), la lutte résolue des travailleurs polonais contre les hausses des prix lui donne un exemple qu'elle suivra tôt ou tard.

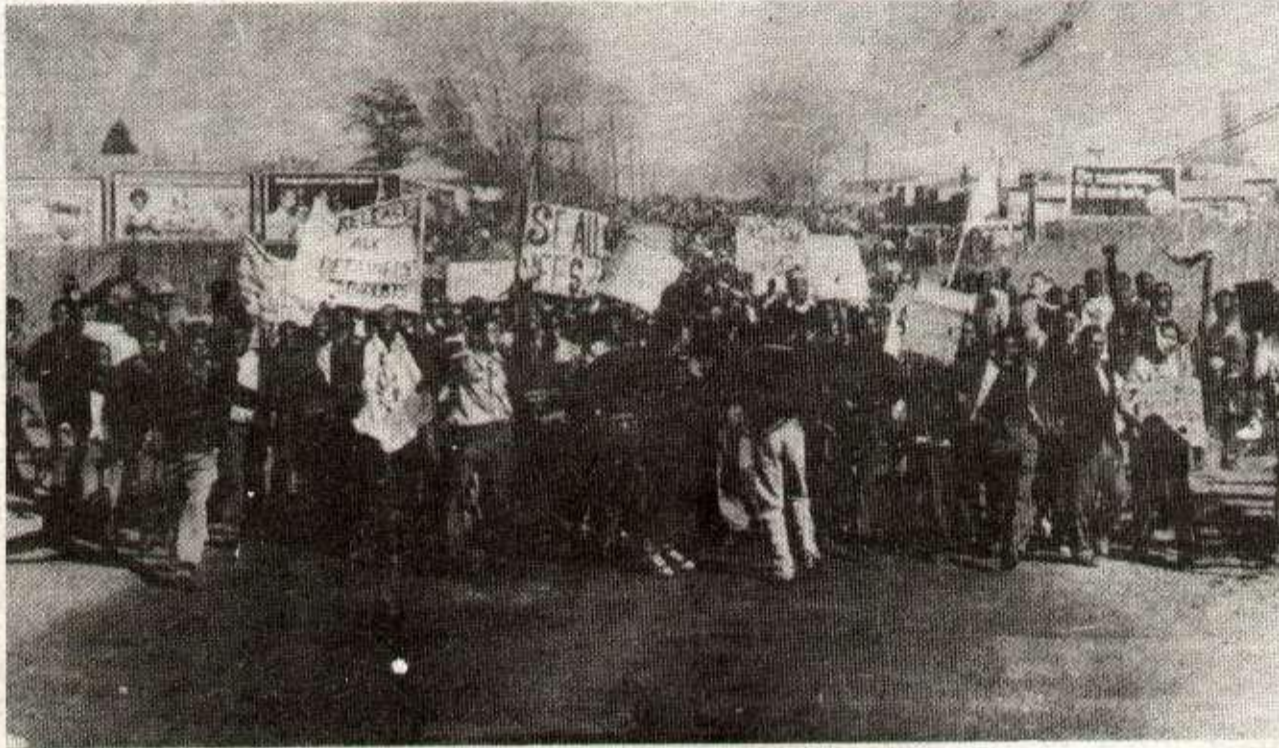
VIETNAM

La République Socialiste du Vietnam réuniifié a demandé officiellement son admission aux Nations Unies. Cette demande pourrait se heurter au veto du gouvernement américain sous prétexte de la disparition d'un certain nombre de leurs soldats.

INTERNATIONAL

Afrique du Sud

DEUX MOIS DE LUTTE



Pendant les trois jours de manifestations de la semaine dernière à Port-Elizabeth, la police raciste a encore assassiné trente trois Africains. Depuis les premières manifestations de Soweto le 16 juin, le gouvernement de Pretoria avoue 250 morts, 1500 blessés et 2000 arrestations. A Port-Elizabeth, les manifestants ont pris pour cible des usines, ce qui montre bien l'évolution du mouvement qui tend à sortir des ghettos pour prendre l'offensive contre les lieux de l'exploitation et de l'oppression raciste.

Chaque semaine de cet été, a été marquée par la continuation et l'extension des luttes de la jeunesse et des travailleurs d'Afrique du Sud. Ainsi le mouvement parti de Soweto n'a pas été une brusque et épisodique flambée de colère. Il s'agit d'un puissant mouvement de luttes présent dans tout le pays : la féroce répression de chaque manifestation, les arrestations par centaines n'ont pu venir à bout, pas plus que les quelques miettes accordées par les racistes sur le logement et l'enseignement. Après s'être poursuivi dans les ghettos de Johannesburg et Pretoria, le mouvement s'est véritablement élargi au niveau national au début du mois d'août. Il a touché la région du Cap, Durban, Port-Elizabeth, les bantoustans du Transkei, du Kwazulu, du Bophutatswana.

Il faut noter que, dans les dernières luttes, la jeunesse a trouvé à ses

côtés un nombre grandissant de travailleurs, en particulier, ceux qui se sont organisés dans les associations de parents d'élèves. De plus, il est particulièrement important qu'une grève ait presque totalement paralysé l'activité de Johannesburg : la colère du peuple a été ressentie au cœur même d'une grande métropole des racistes.

D'autre part, la lutte de la jeunesse africaine a été soutenue par des grèves des étudiants métis et indiens, pourtant séparés et opposés aux Africains par l'apartheid, et par des manifestations d'étudiants blancs. Continuation, extension au niveau national, solidarité accrue, telles sont donc les caractéristiques des luttes de cet été. Si le mouvement reste encore le plus souvent spontané, il est certainement profond et durable. On ne peut préjuger des formes qu'il prendra mais il manifeste toujours

une grande clarté politique : au-delà de la révolte, de la lutte contre l'apartheid, ce mouvement exige le pouvoir pour les Africains. La mise en avant de ce mot d'ordre oblige les vieux dirigeants de l'A.N.C. (African National Congress), les chefs tribaux des bantoustans, et de nombreuses personnalités à se radicaliser. Du côté du régime raciste, un certain nombre de journalistes et de politiciens demandent à Vorster de faire des concessions pour sauver l'essentiel. Les «conseils» de Kissinger vont dans le même sens.

Vorster et ses ministres ont d'ailleurs fait des déclarations parlant d'«assouplissement» de l'apartheid, de «réformes». De quoi s'agit-il ? Il est probable que le gouvernement de Pretoria se prépare à supprimer certains aspects particulièrement mesquins, mais en fait secondaires de l'apartheid : la ségrégation dans les spectacles et dans le sport : c'est ainsi qu'il pense tenter de rompre son isolement international en organisant des rencontres sportives avec des équipes multiraciales. Mais ces manœuvres dérisoires ne feront pas oublier que c'est le système du passeport et des bantoustans qui est la clé de voûte du système d'exploitation et d'oppression le plus ignoble. C'est ce

les racistes aux abois

Derniers projets de réformes des racistes : les habitants des ghettos pourront acheter à crédit les taudis qu'ils habitent.

De son côté, Kruger, ministre de l'Intérieur a osé déclarer que l'idéologie des Africains était une sorte de «nazisme noir» et que : «Un Noir doit connaître sa place, sinon, je la lui ferai connaître».

système des bantoustans, zones désertiques administrées par un pouvoir fantôme où les travailleurs sont parqués tout en travaillant dans les usines de la zone blanche, que Vorster veut généraliser, prétendant qu'il ne s'agit plus de ségrégation, mais de «développement séparé». Mais l'opération qu'il va tenter prochainement avec la fausse indépendance du Transkei semble déjà vouée à l'échec. Les pays africains et les pays du Tiers Monde dénoncent déjà cette manœuvre et le Transkei ne sera pas reconnu par l'ONU. De plus, le Transkei n'a pas été épargné par les luttes de cet été.

Le sommet de Colombo LE TIERS MONDE ET LA FRANCE

«La conférence demande instamment aux Etats membres d'imposer individuellement et collectivement des sanctions, notamment un embargo sur le pétrole, contre la France et Israël pour avoir violé avec persistance les résolutions de l'ONU interdisant la fourniture d'armes au régime d'apartheid d'Afrique du Sud.» affirme la déclaration politique du sommet des non alignés.

Les livraisons de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud par l'impérialisme français qui est le premier fournisseur d'armes de l'Afrique du sud, justifient cette demande. Mais au delà des rapports entre la France et l'Afrique du Sud, c'est l'image que Giscard a voulu donner de l'impérialisme français, ami des pays du Tiers Monde, qui s'est brisée à

Colombo. Le colonialisme français a été vigoureusement dénoncé, dans une de ses manifestations les plus agressives : la conférence a condamné le démembrement des Comores où le gouvernement français prétend maintenir ses troupes et son administration coloniale dans l'île de Mayotte après que le peuple des Comores ait conquis l'indépendance de son pays.

Il y a peu de temps, Giscard organisait un sommet franco-africain à Paris, il recevait le président du Cameroun et cet été, il visitait le Gabon. Dans toutes ses démarches, il prétendait demander hautement que l'Afrique soit laissée aux africains. Les décisions de Colombo viennent affirmer que l'impérialisme français, dans les faits, s'y oppose.

Rhodésie :

L'ONU CONFIRME LE BOMBARDEMENT D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS

Un porte-parole de l'ONU a révélé vendredi dernier que le camp de réfugiés du Zimbabwe au Mozambique, attaqué au début de ce mois par les racistes rhodésiens avait été complètement détruit. Ce camp était placé sous la responsabilité de l'ONU. Il a confirmé le chiffre de plus de huit cents morts, civils, hommes, femmes et enfants, donné par le gouvernement du Mozambique.

Devant l'intensification de la lutte armée des guérilleros patriotes soutenus par la Zambie, la Tanzanie et le Mozambique, et par l'ensemble des peuples africains, le gouvernement de Smith a eu recours depuis plusieurs mois à ces méthodes d'interventions au Mozambique et de génocide. Incapable de contrôler le territoire où les sabotages contre les voies ferrées et des embuscades se produisent chaque jour, les racistes, prétextant le fameux «droit de suite», invoqué par les colonialistes français en Algérie et les impérialistes américains en Indochine, ont multiplié les raids sanglants au Mozambique.

Les derniers massacres ne font qu'augmenter la colère des patriotes du Zimbabwe et des peuples africains, ainsi que l'isolement international du régime de Smith, que

même Kissinger a du désavouer. En tout cas, ces raids ne feront pas reculer le peuple mozambicain dans son soutien au Zimbabwe. Le président Samora Machel, qui a dirigé la lutte de libération de son pays, a récemment déclaré que cette lutte ne serait pas terminée tant que survivrait le régime raciste aux frontières : «La lutte du Zimbabwe, c'est notre lutte».

UNE POLITIQUE DE MASSACRE SYSTEMATIQUE

Tom Mac Carthy, ancien mercenaire anglais du régime de Smith, a révélé au Daily Mirror, comment les troupes racistes massacraient la population d'un village du Zimbabwe qui aidait la guérilla : «Nous faisons partir un feu nourri de roquettes, de mitrailleuses et autres armes automatiques sur le village. Celui-ci n'était plus qu'explosions, objets, morceaux de corps humains projetés en l'air, tandis que les cases commençaient à s'embraser... J'ai vu un soldat arracher un bébé du dos de sa mère, le prendre par les pieds et lui fracasser le crâne sur le mur d'une case. Puis les corps furent jetés dans un fossé, arrosés de pétrole et enflammés. Les rares survivants étaient fusillés».

en bref...

THAÏLANDE

D'importantes manifestations ont eu lieu samedi à l'université de Bangkok. Les étudiants protestaient contre le retour de l'ancien ministre Prapass, membre du gouvernement fasciste qui avait réprimé les manifestations étudiantes de 1973, faisant 70 morts.

RHODÉSIE

La répression du régime raciste n'épargne pas les européens. Un médecin italien, Melle Guidotti a été inculpé pour avoir soigné un manifestant africain, «d'aide à un terroriste». Si elle est reconnue coupable, elle risque la peine de mort.

POLOGNE

Pour avoir donné des informations sur la lutte des travailleurs polonais contre les hausses et sur la répression, le correspondant à Varsovie de l'Agence Chine Nouvelle a été expulsé.

PAYSANS EN LUTTE

UN NOUVEL ETE PAYSAN

Vendredi, un comité interministériel présidé par Chirac, s'est réuni pour savoir quels discours trompeurs ils allaient tenir aux paysans à propos de l'indemnisation de la sécheresse.

Jusqu'ici le gouvernement avait pratiqué le secret de l'information sur le sujet, permettant ainsi à tous les bruits de circuler et à la spéculation de s'aviver et de se préparer pour l'automne et l'hiver prochain.

UN FAUX DÉBAT...

Jusqu'ici, on sait toujours peu de choses sur ce plan : les principaux commentaires dans la presse sont alimentés par le principe (non encore adopté) d'une couverture de sommes allouées à l'agriculture par un impôt exceptionnel sur les hauts et moyens revenus.

Dans la ligne de la «justice sociale» chère à Giscard, ce serait en fait une tentative bien grossière et maladroite pour faire croire que la bourgeoisie accepterait de limiter ses profits par solidarité devant «la catastrophe nationale» qui touche les paysans.

Déjà les cadres et les gros contribuables s'émeuvent et ne comprennent pas pourquoi ils seraient les seuls à être solidaires. Ils demandent par l'intermédiaire de Carpentier (CGC) «que le gouvernement prenne en considération les déclarations fiscales des agriculteurs : à ce propos il aura des surprises» !...

Quant aux travailleurs qui voient chaque jour rencherir le prix des biens alimentaires, ils ne sont pas prêts à payer un impôt exceptionnel ou d'accepter une accentuation de la fiscalité indirecte comme certaines rumeurs l'avaient un moment laissé entendre.

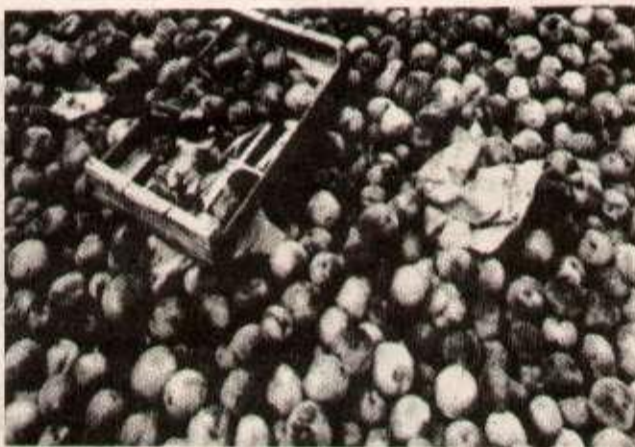
Pour les petits paysans touchés par la sécheresse, il n'est pas question au demeurant de permettre que le gouvernement alimente une polémique sur «le manque de solidarité» des travailleurs des villes et ainsi de les opposer aux ouvriers. Mais ils pensent à juste titre qu'exploités toute l'année par des firmes qui ne cessent de croître et de s'étendre en les volant toujours plus, ils n'ont pas à se soucier de savoir comment le gouvernement va trouver des fonds. «Savoir qui doit payer ?» : c'est là pour eux un faux débat.

QUEL MODE DE RÉPARTITION ?

Hormis le montant des sommes qui seront globalement dégagés et la rapidité de leur allocation, la plus grande inconnue réside sur le mode de répartition qui sera choisi par le gouvernement. On parle de prime à la vache et à l'ha. Or pour les

paysans pauvres et les paysans progressistes, il n'est pas question d'approuver des mesures qui viseraient à maintenir la hiérarchie des revenus au sein du monde paysan telles des indemnités proportionnelles au cheptel, mais bien plutôt à assurer une rémunération du travail des paysans les plus touchés.

D'autre part, ils ne sont pas prêts d'accepter au titre «des mesures d'aide», l'autorisation donnée il y a déjà quelques semaines, au Crédit Agricole de dé plafonner d'un milliard, l'enveloppe des prêts calamités. Pour la plupart d'entre eux l'endettement accru ne peut constituer une solution et, ils refusent de devoir recourir à de nombreux emprunts pour en rembourser d'anciens tout en exigeant qu'aucune pénalité ne soit retenue pour le retard des paiements.



Enfin aucun «bruit» n'a jusqu'ici filtré sur la réponse du gouvernement aux autres revendications des petits paysans, notamment sur la suppression de la péréquation été hiver pour le lait, le maintien du cours de la viande et la taxation pour tous les produits nécessaires à l'agriculture. Pour toutes ces raisons, il s'agit pour les paysans d'un conseil interministériel «pour rien» et la mobilisation doit se poursuivre.

LA COLÈRE DES PETITS PRODUCTEURS DE PÊCHES

Le second aspect qui aura marqué «l'actualité» paysanne ces dernières semaines, surtout depuis le début du mois d'août, fut constitué par les manifestations des arboriculteurs qui, après les viticulteurs se trouvent aux prises avec la concurrence d'importations massives et

à bas prix - de poires, de pêches ou de raisins de table.

De la vallée du Rhône au Sud-Ouest, ce sont des prix dérisoires qui sont offerts aux producteurs (les petits producteurs du Lot-et-Garonne vendent leurs pêches 50 c. de moins que l'an dernier !). Ceux-ci sont d'autant plus révoltés que pour certains d'entre eux, ils n'avaient pratiquement rien pu récolter les deux années dernières à la suite du gel.

Dans cette situation, on a assisté ces dernières semaines à des mobilisations de masse des producteurs dans la Drôme et dans l'Ardèche, à de nombreuses actions contre les importations. Là aussi, comme vis-à-vis du mouvement des viticulteurs, comme devant toutes les mobilisations populaires à la ville et à la campagne, la bourgeoisie en crise a répondu par la violence de ses CRS. En faisant matraquer le 4 août 1 500 producteurs de pêches qui manifestaient à Valence contre l'inculpation de douze producteurs au titre de la loi anti-casseurs, Chirac s'est une nouvelle fois expliqué sur ce qu'il appelait récemment «le régime de la carotte et du bâton».

On peut s'étonner et s'interroger sur certaines formes d'action, au demeurant grossies par l'information gouvernementale et la police, telles que les blocages d'autoroute ou le gas-oil répandu sur des tonnes de pêches (les viticulteurs allaient s'apercevoir dans leurs mobilisations de cette année que ces initiatives étaient difficilement comprises et mal perçues par ceux qui doivent être leurs premiers alliés : les ouvriers). Il n'en reste pas moins que la révolte des petits producteurs est fondamentalement juste.

Loin d'être des manifestations chauvines, les petits producteurs, en s'attaquant aux importations, refusent les superprofits que font cyniquement les importateurs et gros négociants et dénoncent les marchandages auxquels se livrent les différentes bourgeoisies européennes sur le dos de leurs paysans, pour se partager les tâches et les marchés. Il y a longtemps que les produc-

teurs de fruits comme tous les paysans ne vont plus défendre «leur» ministre contre ses collègues du Marché Commun dans les rencontres de Bruxelles !

CONTRE L'«AMÉNAGEMENT» CAPITALISTE DU TERRITOIRE

Autre point chaud de la mobilisation paysanne cet été, la poursuite et le développement des luttes contre les effets de «l'aménagement» capitaliste du territoire.

Plus ou moins importantes et popularisées, toutes n'atteignent pas les grandes mobilisations qu'il y a pu avoir cet été à Naussac (contre le barrage), à Maleville (contre la centrale) ou au Larzac (contre l'expulsion par l'armée), mais, phénomène nouveau et significatif des difficultés de l'impérialisme, elles apparaissent et se développent aujourd'hui dans toutes les régions de France. Et elles sont en passe aujourd'hui de devenir de véritables luttes populaires, non seulement parce que leur cible est juste, mais aussi parce qu'y participent de plus en plus ouvriers et paysans côte à côte. Nous reviendrons prochainement sur ces luttes et leur importance.

5000 PAYSANS AU BOIS AUX MOINES...

Enfin, on ne peut pas parler rapidement de ce nouvel été paysan sans mentionner les centaines de paysans qui se sont mobilisés durant tout juillet contre l'expulsion de fermiers à Cheix-en-Retz.

Dimanche 25 juillet ce ne sont pas 1 500 personnes (comme l'ont dit les journaux) mais 4 à 5 000 personnes qui sont venues près du Bois-aux-Moines où s'est tenu un meeting faisant le lien entre Cheix et les autres luttes contre les expulsions.

Aujourd'hui, après d'incessantes manœuvres, de provocations de la police - empêchant que les vaches des fermiers soient traitées - les Mouillés sont chassés sans maison pour se reloger et installer leur matériel et leurs bêtes. De cette lutte aussi, nous reparlerons prochainement.

R.D.



SÉCHERESSE

LA BOURGEOISIE A PEUR

D'abord la sécheresse. Et le début d'un long et répétitif discours qui prendra désormais comme thème, le catastrophisme, «une catastrophe nationale» et l'appel à la solidarité nationale.

Tout d'abord la bourgeoisie compte bien utiliser cette situation de sécheresse au service d'une restructuration massive de l'agriculture et du secteur alimentaire. Elle doit cependant veiller à ce que ce processus, qui signifie une élimination accélérée des petits paysans, n'ait pas des conséquences économiques globales trop gênantes dans la situation actuelle (comme la flambée du prix de la viande en 72). Quelques mesures seront ainsi prises assez tardivement de manière à éviter une trop grande chute du cheptel laitier et viande (ce qui n'empêchera pas le gouvernement d'être satisfait de la chute de la collecte laitière étant donné «les stocks considérables» de poudre de lait) tandis qu'avec ses alliés de la FNSEA, avec grand battage sera mise sur pied une opération «paille» qui devra immobiliser les paysans.

Mais où la bourgeoisie a aujourd'hui peur c'est surtout devant les conséquences politiques de la sécheresse. Elle qui pensait avoir trouvé un bon moyen pour rendre responsable «le ciel» de son plan d'élimination des petits paysans, s'aperçoit que cet été pour un nombre de plus en plus grands de paysans exploités cela ne marche plus.

«L'année dernière, me disait un paysan, en Bretagne c'était le mais qui était inondé, aujourd'hui c'est la sécheresse !... De fait, on ne peut détacher les conséquences de la sécheresse que subissent cet été les petits paysans, du développement capitaliste imposé à l'agriculture avec en conclusion la

baisse régulière de leurs revenus et l'accroissement de leur endettement. Disposant d'une faible marge de manœuvre, ils subissent de ce fait de plein fouet tous les aléas (climatiques, comme la sécheresse actuelle, mais aussi résultant de la crise de l'impérialisme comme le renchérissement des consommations intermédiaires à la suite de la hausse du pétrole et des matières premières en 73-74, ou l'effondrement du marché de la viande bovine en 74).

La bourgeoisie a d'autant plus peur que la sécheresse se poursuit dans de nombreuses régions, tandis que dans les autres, le bilan de ces conséquences ne cesse de s'alourdir. Les préfets après les supplications des députés de leurs départements qui commencent déjà à avoir peur de perdre leurs sièges, sont contraints l'un après l'autre de déclarer leur département sinistré. Fin juillet, pourtant de faibles pluies sont tombées (quand ce ne fut pas de la grêle) qui fournirent l'occasion au gouvernement. Bonnet en tête de claironner «qu'on avait beaucoup exagéré la situation, qu'aujourd'hui tout s'arrange». A la télévision, Armand Jammot qui n'en «loupe pas une» pour se répandre en propos réactionnaires, avait alors invité aux dossiers de l'écran, Monsieur Anti-sécheresse : ce soir là je crois que bien peu de paysans ont pu supporter jusqu'au bout le ton rassurant et le mépris des «experts» et autres technocrates invités.

Giscard jugeant sans doute que cela ferait bon effet, avait promis au début de l'été qu'il ne saurait y avoir cette année une baisse du revenu paysan : Chirac et Fourcade se demandent aujourd'hui comment faire pour duper les paysans sur ce point !

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

5 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages d'abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Gansons avec les travailleurs

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).
- ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal 300 F

Abonnement de soutien 500 F

Abonnement de soutien F

Mode de Versement :

- En une fois

- En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Notre nouveau feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

« Lou Sin est le généralissime de la révolution culturelle chinoise ; il est non seulement un grand homme de lettres, mais encore un grand penseur et un grand révolutionnaire. Lou Sin est l'homme de la fierté inflexible, sans une ombre de servilité ou d'obséquiosité, et c'est la qualité la plus précieuse pour le peuple d'un pays colonial ou semi-colonial. Lou Sin, qui représente sur le front culturel l'écrasante majorité du peuple, est le héros national le plus lucide, le plus courageux, le plus ferme, le plus loyal et le plus ardent qui ait jamais livré assaut aux positions ennemies. La voie suivie par Lou Sin est celle de la nouvelle culture du peuple chinois ».

«La Démocratie nouvelle» - janvier 1940

MAO TSÉ-TOUNG



A l'approche du quarantième anniversaire de la mort du grand écrivain chinois Lou Sin (1881-1936), «le Quotidien du Peuple» a choisi de publier cette semaine une des meilleures nouvelles du père de la littérature chinoise moderne : «la véritable histoire de Ah Q.».

Dénonçant la féodalité chinoise, c'est une des premières nouvelles appartenant à cette littérature. Avec d'autres nouvelles, «La véritable histoire de Ah Q.» «dissèque la vie dans sa réalité et attaque violemment l'ancienne société ténébreuse (...) Lou Sin dans sa jeunesse fut

un démocrate révolutionnaire avant de militer pour le communisme. Ses premiers ouvrages furent principalement des nouvelles (...). Ces écrits montrent clairement le mode d'expression qu'il utilisa dans sa création littéraire à cette époque, un réalisme critique pénétrant et étroite-

ment lié aux idées anti-impérialistes et antiféodales qu'il s'était forgées dès sa jeunesse ».

(Extraits de l'introduction aux «Nouvelles choisies de Lou Sin» Ed. de Pékin).

CHAPITRE 1 : préface

Il y a des années que je veux écrire la véritable histoire de Ah Q, mais, quoique décidé à entreprendre ce travail, j'hésitai longtemps, car c'était prouver que je n'étais pas de ces écrivains dont le nom passerait à la postérité. La coutume veut en effet qu'un pinceau immortel ne travaille que pour un homme immortel. Le talent de l'écrivain perpétue le nom de son personnage et la renommée du héros aide à immortaliser son biographe, si bien que finalement nul ne sait lequel des deux profite le plus de la gloire de l'autre. Malgré tout, l'idée d'écrire l'histoire de Ah Q me poursuivait ; c'était une véritable hantise !

Je n'avais pas plutôt pris le pinceau pour écrire cet ouvrage voué à un prompt oubli que j'éprouvai mille difficultés. La première fut de lui trouver un nom. Confucius a dit : « Si le titre n'est pas convenable, les paroles sont sans valeur », et c'est un principe à observer scrupuleusement. Il existe tout un choix de titres pour œuvres biographiques : Biographie officielle, Autobiographie, Vie secrète de..., La Légende de..., Version non officielle de la vie de..., Chroniques de famille, Abrégé, etc. Malheureusement, aucun de ces titres ne me convenaient. Biographie officielle ? Mon récit ne serait jamais compté dans les biographies officielles d'hommes éminents appartenant à l'histoire authentique. Autobiographie ? Il est clair que je ne suis pas Ah Q. Si je prenais : Vie secrète, où serait la vie connue ? Légende ? Ah Q n'est certes pas un personnage légendaire. Version non officielle de la vie de Ah Q alors ? Soyons francs : le président de la République n'a jamais donné mandat à l'Institut d'Histoire nationale pour écrire la biographie officielle de Ah Q. Le célèbre auteur Dickens a pourtant écrit *Version non officielle de la vie d'un joueur* (*),

alors que l'histoire d'Angleterre ne comprenait aucune version officielle de la vie de *Rodney Stone*, mais un écrivain célèbre peut se permettre bien des choses que je ne peux m'accorder. Reste l'histoire de la famille de Ah Q, mais j'ignore si Ah Q et moi avons des ancêtres communs, et ses descendants ne m'ont pas chargé d'écrire sa vie. Ou encore : Un abrégé de la vie de Ah Q, mais dans ce cas, où trouver sa biographie complète ? Bref, c'était bien une authentique vie de Ah Q que je comptais écrire, mais comme j'use d'un style grossier, que mon langage est celui des colporteurs et des tireurs de pousse, je n'osais prendre un titre si ronflant. Je me rabattis sur *La véritable histoire de Ah Q* empruntant les mots «véritable histoire» à une phrase chère aux romanciers considérés comme des écrivains de dixième ordre, ne relevant ni des Trois Cultes, ni des Neuf Écoles (**). « Assez de digression, revenons à la véritable histoire ! » Bien qu'une confusion soit encore possible avec *La Véritable histoire de la calligraphie* (***) des anciens, j'ai décidé de passer outre.

(*) Dans sa lettre adressée à Wei Sou-yuan, le 8 août 1926, Lou Sin dit : «La *Version non officielle de la vie d'un joueur* est le trite de la traduction chinoise de *Rodney Stone*, œuvre de Conan Doyle. Par un lapsus de mémoire, je l'ai attribuée à Dickens quand j'écrivais *La véritable histoire de Ah Q* ».

(**) Les Trois Cultes étaient le confucianisme, le bouddhisme, le taoïsme, et il y avait neuf écoles littéraires classiques. Les romanciers, qui ne relevaient d'aucune de ces catégories, n'étaient pas considérés comme faisant vraiment œuvre littéraire.
(***) Ouvrage de Feng Wou de la dynastie des Tsing (1644-1911).

TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)



PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-leniniste

front rouge

La brochure contenant les textes issus du 2^e Congrès du PCRml vient de paraître.

PASSEZ VOS COMMANDES à
FRONT ROUGE
BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 La Source
12 F + 3 F de port

MENSUEL 3 F
AOUT 76
N° 34
brisons nos chaînes

37^e numéro spécial
congrès cfdt
COORDONNONS NOS LUTTES !
LE 'SYNDICALISME' DGB EN ALLEMAGNE (RFA)

PASSEZ VOS COMMANDES A
BRISONS NOS CHAINES
BP 208
75 865-PARIS CÉDEX 18

PERMANENCE
162 RUE MARCADET
75018-PARIS

293 63 61
de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FRANCE-SOIR: LES JOURNALISTES CONTRE HERSANT

«France Soir» n'a pas paru cette semaine. Tout comme ceux du Figaro il y a un an ses journalistes se sont mis en grève contre la main mise de Hersant sur leur journal.

Une grève des journalistes de France Soir a de quoi surprendre. Depuis sa création «France Soir» a toujours été à la pointe des campagnes de presse des gouvernements en place. Il a montré son zèle pour travestir la vérité, intoxiquer l'opinion, décrier les mouvements de grève, jeter le discrédit sur les luttes des travailleurs, les combats des peuples et défendre la politique gouvernementale ou les crimes de la bourgeoisie. Si c'est là l'aspect qui apparaissait dominant dans «France Soir», ce n'en est qu'un aspect. En dehors d'un secrétariat de rédaction servile, et d'une poignée de journalistes archi-réactionnaires, une part non négligeable des journalistes s'opposait à une telle manipulation de l'information. Cela avait un caractère limité : certains journalistes avaient la mauvaise surprise de découvrir, dans «France Soir» leur article avec un titre totalement contradictoire, déformant leur propos. Et de toute façon, ils ne choisissaient pas les reportages ou les sujets d'articles, ni la mise en page, ni la composition de la «une».

LES VISÉES DE HERSANT

Avec l'arrivée de Hersant, l'étroite marge que les journalistes avaient vu disparaître, ils seront complètement soumis à la direction giscardienne que ne manquera pas de mettre en place Hersant, la plupart d'entre eux seront licenciés.

Si Hersant arrive à ses fins à «France Soir», ce vers quoi on s'achemine, c'est la constitution d'un groupe de presse géant articulé autour d'une agence centrale composant des articles à la demande,

qui seront redistribués aux différents journaux du groupe, dans toute la France selon la demande des secrétariats de rédaction.

C'est cela que refusent les journalistes de France Soir, beaucoup d'entre eux admettaient mal les contraintes imposées par Hachette, ils ne peuvent tolérer un contrôle politique plus étroit qui fera de la totalité des journalistes des larbins ultra dociles du pouvoir.

Pour eux, Hersant n'est pas un patron comme les

cause le passage de «France Soir» sous la coupe de Hersant, elle appelle à la reprise. Cette position a été massivement rejetée, y compris par des syndiqués CGT : sur 172 votants 118 se sont prononcés pour la poursuite de la grève au moins jusqu'à mardi. Malgré ce vote, la CGT tente de casser la lutte en répétant qu'elle ne pourra pas soutenir longtemps la grève et appelant les journalistes à reconsidérer leur position. En fait, la direction CGT du Livre est prête à s'accommoder de Hersant, elle a signé

un accord avec lui, il y a un peu plus d'un mois, ainsi qu'avec les autres patrons de la presse, accord acceptant des licenciements massifs.

Malgré cette position démobilisatrice la majorité des journalistes semble décidée à poursuivre la lutte pour empêcher la main mise de Hersant. Il se pourrait que l'Assemblée Générale de lundi, décide d'un élargissement de la lutte et de l'utilisation d'autres moyens pour faire reculer Hersant.

Serge LIVET



autres, ce qui se passe à France Soir, ce n'est pas une opération économique de concentration capitaliste comme une autre, mais d'abord une opération politiquement montée par le pouvoir. Le gouvernement, à plusieurs reprises, a exprimé son irritation devant certains articles de France Soir, il lui faut une presse totalement inféodée, le moindre écart lui étant insupportable.

LA CGT CONTRE LA POURSUITE DE LA LUTTE

Des divergences se sont manifestées entre la CGT et les autres syndicats sur la poursuite de la lutte. La direction CGT du Livre estime que la démonstration est suffisante et qu'il n'est pas possible de remettre en

Depuis un peu plus d'un an la presse parisienne a été touchée par les restructurations et diverses tractations, et elle est l'enjeu d'une lutte entre partis bourgeois.

La concentration de la presse qui a progressivement réduit le nombre des titres depuis la Libération, s'est poursuivie. La concurrence de la presse télévisée a provoqué des difficultés financières pour un certain nombre de journaux quotidiens parisiens, incitant leurs propriétaires à s'en débarrasser pour investir ailleurs. C'est ainsi que Prouvost, qui possédait un des plus impor-

LES RESTRUCTURATIONS DANS LA PRESSE PARISIENNE

tants groupes de presse, l'a totalement cédé : le «Figaro» à Hersant, «Paris Match» à Filippacci via Hachette, «Télé 7 jours» à Hachette, et le reste à ses filles. Hachette aujourd'hui se débarrasse de France Soir, en deux temps, d'abord en le vendant à Opéra Mundi, en réalité une de ses filiales qui en rétrocède 50% à Hersant. Grâce à ces 50% de participation qui augmenteront peut-être dans l'avenir, Hersant a en fait le contrôle de «France Soir».

La cession de France Soir par Hachette a déclenché l'appétit de plusieurs groupes : Perdriel, PDG du

Nouvel Observateur agissant pour le compte du PS, Servan Schreiber, etc... Mais le gouvernement a soigneusement contrôlé l'opération du début à la fin pour qu'elle aboutisse au renforcement du groupe Hersant.

Contrôlant «Le Figaro» et «France Soir», Hersant met en œuvre pour son propre groupe la technique de téléimpression. Cette technique permet la transmission à distance d'un fac-similé du journal : de Paris des fac-similés seront transmis dans des imprimeries de province où le journal sera tiré en

fonction de sa vente locale. Ce système a plusieurs avantages : il fait l'économie des frais et des délais de transport, il permet l'insertion de pages régionales dans les éditions de province, ce qui permettra à Hersant de concurrencer avantageusement la presse régionale... là où ce n'est pas lui qui l'éditione. Hersant lui seul posséderait la surface suffisante pour s'équiper du matériel nécessaire, très coûteux. D'autres journaux se sont regroupés pour disposer du même équipement, mais Hersant dispose déjà d'une bonne avance.

UNE OPÉRATION POLITIQUE

Après s'être fait les dents sur des petits titres de province, Hersant qui avait commencé dans la presse spécialisée, s'est attaqué à de plus gros tirages : «Paris Normandie», il y a un an «Le Figaro» et maintenant «France Soir», le plus important des tirages des journaux du soir.

Chacune de ces opérations se sont heurtées aux protestations des journalistes concernés refusant d'être vendus avec les meubles. Mais pour la plupart ils ont fini par se

soumettre, quelques uns étant licenciés, d'autres préférant partir d'eux-mêmes... Mais à «Paris Normandie» comme au «Figaro», Hersant a finalement réussi à imposer sa loi.

La question que l'on se pose avec l'achat par Hersant de 50% de «France Soir» est la même que l'on se posait lorsqu'il acheta le Figaro : d'où vient l'argent ? En effet malgré ses nombreux titres, Hersant n'avait semblé-t-il pas les milliards nécessaires pour mener

ces opérations. Il a donc fallu que des banques acceptent de débiter les fonds pour des opérations qui d'un strict point de vue financier sont hasardeuses. Si Prouvost s'est débarrassé du «Figaro», si Hachette a vendu «France Soir» c'est que leur rentabilité était à leurs yeux insuffisante. Cette participation de groupes bancaires à ces opérations n'a pu se décider qu'au niveau gouvernemental. Hersant a d'ailleurs rencontré à diverses reprises des membres du gouvernement dont Chirac, et

Giscard lui-même s'est penché sur le dossier du «Figaro».

Avec ce nouvel épisode, par l'intermédiaire de Hersant, le pouvoir giscardien poursuit un plan de réorganisation et de renforcement de son contrôle sur la presse. Il lui fallait s'opposer à ce que «France Soir» passe sous le contrôle d'un autre parti bourgeois (le PS par exemple qui a fait plusieurs tentatives par l'intermédiaire de Perdriel et de Smadja).

La réorganisation de la

presse sous l'égide de Hersant n'est sans doute pas terminée, d'autres titres risquent de passer à plus ou moins long terme sous son contrôle. D'autre part, avec le procédé de téléimpression, Hersant va tenter de concurrencer certains de ses rivaux régionaux. Grâce à ses titres de province et à l'extension de la téléimpression, il quadrille désormais l'hexagone, et au delà avec «France Antilles».

A quelques mois des municipales, à un an et

demie des législatives qui s'annoncent très serrées et qui amèneront peut-être l'Union de la Gauche au gouvernement, la possession d'un puissant groupe de presse totalement dévoué n'est pas un atout négligeable dans les mains des giscardiens pour tenter de conserver le pouvoir ou pour mener la contre offensive au cas où la gauche l'emporterait aux législatives. C'est dans cette perspective qu'il faut replacer les dernières acquisitions de Hersant et les aides dont il a bénéficié.